

## **L'EXPANSIONNISME CHIITE IRANIEN : UNE MENACE POUR LES PAYS ARABES ?**

*Par Claude MONIQUET, Président de l'ESISIC et  
Dimitri DOMBRET, chercheur associé à l'ESISIC*

### **I. Introduction**

#### **1. Avant-propos**

Le 6 mars 2009, Rabat rompt ses relations diplomatiques avec Téhéran. Cette décision – d'une extrême gravité et relativement rare dans les relations entre Etats – faisait suite à une crise qui avait débuté trois semaines auparavant, lorsqu'un important dirigeant iranien avait déclaré que Bahreïn « appartenait » à l'Iran. Loin d'être anecdotique, la rupture entre deux pays musulmans mettait en lumière le rôle déstabilisateur mené depuis trente ans par l'Iran à l'encontre du monde arabe. Non content de vouloir faire progresser ses pions politiques en Irak ou au Liban, dépassant de loin le cadre de la volonté qu'on lui prête parfois de bâtir au Moyen-Orient un « croissant chiite » dont il assurerait la direction, l'Iran s'est en effet embarqué, dès l'accession au pouvoir de l'ayatollah Khomeiny, dans une politique agressive vis-à-vis de l'ensemble des pays arabes.

Le chiisme apparaît aujourd'hui comme l'une des données incontournables de la géopolitique proche et moyen-orientale. Ces dernières années, on a pu assister à une véritable renaissance de cette branche de l'islam, minoritaire et marginalisée pendant des siècles. Son renouveau suscite des interrogations, des peurs et des craintes. L'avènement du Hezbollah au Liban, l'arrivée au pouvoir des chiites en Irak (où l'Iran interfère quotidiennement dans les affaires internes) dans un contexte de guerre interconfessionnelle, le soutien chiite aux groupes terroristes tels que le Hamas à Gaza, « l'entrisme » pro-chiite de l'Iran dans de nombreux pays arabes modérés sont autant de faits qui alimentent des craintes désormais justifiées. La rupture des relations diplomatiques entre le Royaume du Maroc et la République islamique fournit un cas d'école intéressant mais qui ne peut être bien appréhendé que dans le cadre d'une approche globale.

Les sommes colossales allouées par le régime des Mollahs pour entretenir une diplomatie pro-chiite (sur une bonne partie du monde arabe) et assurer sinon la suprématie, à tout le moins le renforcement de l'axe chiite, permettent sans nul doute à la République islamique de bien faire entendre sa voix, qu'elle prétend être celle d'un « islam des opprimés ». Partout dans le monde, Téhéran tente de fédérer autant les anti-impérialistes et les anti-américains que ceux qui s'opposent aux « régimes corrompus » sensés gouverner la région. Bref, le pays

des mollahs compte désormais : « *briller dans le monde comme le symbole de la résistance* »<sup>1</sup>.

Nous tenterons au cours de cette étude de dresser un « état des lieux » du chiisme dans le monde musulman et d'analyser le poids et l'influence que la République islamique d'Iran exerce sur ces communautés mais aussi sur les Etats arabes non chiites. Nous essaierons également de comprendre comment cette influence est organisée.

L'Iran, tel que nous le connaissons aujourd'hui, la République islamique d'Iran, devrions-nous dire, est entrée dans la communauté des Nations de façon brutale. On se souviendra des prises d'otages à l'ambassade américaine de Téhéran au lendemain de la révolution et de l'arrogance iranienne dans la crise des otages occidentaux au Liban dans les années 80 et 90. On notera également les rites chiites – parfois violents – qui heurtent l'opinion publique occidentale. L'implication du régime iranien dans le soutien au terrorisme n'est, quant à elle, plus à démontrer. Les déclarations inacceptables du président Mahmoud Ahmadinejad sur l'Holocauste et sur le désir de « *rayer Israël de la carte* » ont choqué le monde. Et l'on ne peut, bien sûr, se passer d'évoquer la situation déplorable des droits de l'Homme, le sort réservé aux femmes, aux homosexuels, aux dissidents politiques, l'application stricte de la *Sharia* ni le rêve nucléaire – à tout prix – qui achèvent de peindre l'Iran sous un jour inquiétant.

L'Iran d'hier et d'aujourd'hui vit une année charnière en 2009. Tout comme cette nation est considérée comme un pays central vu sa situation géographique. Avec l'arrivée de la nouvelle administration Obama à la Maison-Blanche, une nouvelle diplomatie pourrait voir le jour entre Téhéran et Washington. Pour finir, début 2009, on célébrait les 30 ans de la Révolution islamique qui a porté l'ayatollah Khomeiny au pouvoir.

Les chancelleries du monde entier ont pu espérer que les élections présidentielles du mois de juin allaient amener au pouvoir un « modéré », avide de restaurer l'image de Téhéran dans le monde et de retisser les liens de relations diplomatiques « normales » avec la communauté internationale. Mais il n'en a rien été, et la protestation qui a suivi la réélection contestée de Mahmoud Ahmadinejad a donné lieu à une contestation sauvagement réprimée. Toutes les craintes sont à nouveau autorisées. Et la question reste posée : 2009 sera-t-elle une année charnière pour l'expansionnisme iranien dans les pays arabes ?

## **2. Quelques réussites, de nombreuses questions ouvertes**

L'Iran occupe une place stratégique, à la jonction géographique entre l'univers arabe, le monde turc, le sous-continent indien et l'Asie centrale et le monde caucasien. Premier Etat islamique chiite dans le monde<sup>2</sup>, le pays est fier de son passé perse et détient des spécificités que d'autres nations de la région rêveraient d'avoir : de très importants gisements de pétrole<sup>3</sup> et de gaz<sup>4</sup>, de fortes réserves en eau et une croissance constante de son Produit intérieur brut (PIB).

Depuis la Révolution islamique de 1979, l'Iran est l'objet d'innombrables jugements, d'une multitude d'études, de milliers de livres, de dizaines de milliers d'articles, mais ce pays reste pourtant paradoxalement mal connu et est la cible de nombreux préjugés renforcés par la crise actuelle sur le nucléaire. Ces débats, s'expliquent autant par le cours intérieur qu'a suivi la République que par la position centrale qu'elle occupe dans une région complexe et volatile, mais aussi au plan mondial.

---

<sup>1</sup> Fars News Agency, « *Iran's Foreign Policy Based on Wisdom, Resistance* », 20 mars 2008.

<sup>2</sup> 80 % de la population du pays est chiite alors qu'en Irak, par exemple, ils forment 60 à 65 % de la population.

<sup>3</sup> L'Iran détient 11% des réserves mondiales de pétrole.

<sup>4</sup> L'Iran détient 16% des réserves mondiales de gaz.

D'abord, il y a les considérables richesses énergétiques de l'Iran ainsi que sa position géographique stratégique : second exportateur mondial de pétrole, deuxième des plus grandes réserves de gaz naturel, maillon entre l'Asie et le Moyen-Orient, bordé par la Caspienne et le golfe Persique<sup>5</sup>, le pays est au cœur des enjeux énergétiques cruciaux de ce XXI<sup>ème</sup> siècle.

Ensuite, la nature du régime cristallise les critiques et les débats. Dès 1979, le régime iranien a été décrié, considéré comme l'émanation d'un pouvoir arbitraire et totalitaire.

Même si l'Iran n'est pas une démocratie – la manipulation des élections de juin 2009 vient, une fois de plus, de le rappeler -, la réalité est cependant plus complexe. Loin d'être un Etat monolithique tout entier rassemblé derrière la figure du guide spirituel, Ali Khamenei, et le président Mahmoud Ahmadinejad, l'Iran est le théâtre d'âpres luttes intérieures, à travers les courants réformistes et conservateurs mais également à l'intérieur de ces deux courants les plus visibles<sup>6</sup>. Le pouvoir iranien a aussi, malgré les critiques, la caractéristique de se baser sur l'adhésion populaire, à travers des consultations organisées régulièrement depuis la révolution, ce qui est exceptionnel au Moyen-Orient. Enfin, une population de 70 millions d'habitants – alphabétisée à 80% – en fait le pays le plus peuplé de la région avec un PIB le plaçant à nouveau comme second au Moyen-Orient.

Pourtant, à côté de ces forces et réussites, l'Iran renvoie souvent au monde une image négative, ternissant ou réduisant à néant ce qui pourrait être des facteurs positifs de changement. Depuis 1979, le pays souffre d'un manque flagrant d'investissement dans ses infrastructures énergétiques, l'obligeant d'ailleurs à importer la majeure partie de ses besoins en carburants, et ce, malgré les énormes ressources énergétiques à sa disposition<sup>7</sup>. De même, sous embargo et mis au ban des nations pour son soutien au Hezbollah et pour son programme nucléaire suspect, l'Iran peine à trouver sa place dans un Moyen-Orient en plein bouleversement. Enfin, malgré la tenue régulière d'élections à tous les niveaux de pouvoir, Téhéran n'applique pas les conventions internationales relatives aux droits de l'Homme, qu'il a pourtant ratifiées, et n'hésite pas à emprisonner voire exécuter tout opposant à sa politique ou tout criminel jugé coupable d'un « crime contre l'islam », allant même jusqu'à exécuter des mineurs. En 2008, 346 condamnés à mort ont ainsi été exécutés dont huit, peut-être plus, étaient âgés de moins de dix-huit ans au moment des faits qui leur étaient reprochés.<sup>8</sup>

Le pays est également au cœur d'une crise diplomatique majeure depuis 2003, suite à la révélation de l'existence de sites nucléaires suspects, à Natanz et Arak, malgré la ratification par l'Iran du Traité de non prolifération nucléaire (TNP) et malgré son adhésion aux principes de l'AIEA<sup>9</sup>. Six ans de négociations n'auront pas permis de prendre la mesure du programme nucléaire iranien tant l'ampleur des dissimulations était importante. L'Iran a pourtant légitimement le droit de développer l'énergie nucléaire pour autant qu'il s'engage à l'utiliser à des fins civiles<sup>10</sup>. De très nombreuses questions existent donc encore et mettent en exergue les risques de prolifération nucléaire au Moyen-Orient.

---

<sup>5</sup> Denis Bauchard, Clément Therme, « *L'Iran, une puissance énergétique (ré)-émergente* », Paris, IFRI, 2007, p. 5.

<sup>6</sup> Azadeh Kian-Thiébaud, « *L'Iran entre sanctions, destructions et négociations* », in *L'Iran, plaque sensible des relations internationales*, La Revue internationale et stratégique, n° 70, Paris, Dalloz, 2008, p. 82-83.

<sup>7</sup> Clément Therme, « *L'Iran, exportateur de gaz ?* », Paris, IFRI, 2008, p. 3.

<sup>8</sup> Amnesty International, « *La situation des droits de l'Homme dans le monde* », – rapport 2009, ÉFAI, 2009, p. 237-241.

<sup>9</sup> Agence internationale de l'énergie atomique.

<sup>10</sup> Jean-Claude Chagnollaud, « *L'Iran et le traité de non-prolifération nucléaire (TNP)* » in *L'Iran réel* – revue française de géopolitique n°5, Paris, Ellipses, p. 34.

## II. Portrait d'un régime « révolutionnaire »

### 1. L'Iran des mollahs

Pour comprendre où en est, aujourd'hui, le régime des mollahs, nous devons expliciter la jonction entre la Révolution islamique de 1979, les contradictions de la nation islamique et l'état actuel de l'islam au sein de cette nation.

Avec le renversement de la monarchie constitutionnelle (réellement réformatrice mais autoritaire) du Shah, la révolution iranienne de 1979 a institué une République islamique, la première de l'histoire contemporaine. La révolution trouvait sans doute moins son origine dans les « abus » du régime que dans la volonté farouche du clergé chiite de préserver ses intérêts en protégeant ses immenses possessions terriennes. Loin d'afficher sa volonté d'établir un Etat religieux, le clergé eut l'intelligence, lors des troubles grandissants qui marquèrent l'année 1978, de s'allier à la gauche, à l'extrême gauche et aux intellectuels « progressistes ». Ce large front permit d'abord de chasser la dynastie des Pahlavi et, ensuite, d'amener au pouvoir l'ayatollah Khomeiny, le 11 février 1979.

L'impact de la révolution et de l'établissement de la République islamique fut énorme à l'intérieur du monde musulman où certains courants contestataires y virent le premier succès politique de l'islam depuis des siècles. Très rapidement, les mollahs, prenant toute la mesure de l'aura qui les entourait, choisirent d'exporter leur projet révolutionnaire. Mais la suprématie du sunnisme dans les pays voisins, autant que les excès d'une révolution sanglante marquée par une répression sans pitié des anciennes élites proches du pouvoir, allaient inexorablement isoler Téhéran.

### 2. Une ambition contrariée pour l'ensemble de la *Umma*

Dès les débuts de la République islamique, certains analystes américains et européens virent en elle un éventuel *Deus ex machina* d'une possible révolution islamiste mondiale. Mais l'Iran ne pouvait être le fer de lance de ce mouvement et ce, pour une bonne et simple raison : le chiisme – religion tellement majoritaire en Iran que ce pays passe à tort, aux yeux de certains, pour le guide de l'ensemble des communautés chiites du monde – est non seulement minoritaire en islam – il représente entre 12 et 15% de l'ensemble des musulmans – mais il est, de plus, considéré comme schismatique, déviant et pour ainsi dire hérétique par le reste de la *Umma*, la communauté des croyants.

Il est vrai pourtant que l'Iran de Khomeiny, donnant ainsi corps aux craintes américaines, fit tout pour ne pas présenter la Révolution islamique comme purement et exclusivement chiite. Cette volonté fut même clairement exprimée dans la constitution iranienne.

Le 107<sup>ème</sup> principe [article] de cette constitution définit ainsi « *Le Grand ayatollah imam Khomeiny* » comme « *Guide suprême de la Révolution mondiale de l'Islam [et] fondateur de la République Islamique d'Iran* ». L'une des trois « *Conditions et qualités du Guide* » (109<sup>ème</sup> Principe) est d'être doté des « *équité et vertu nécessaires pour guider le peuple de l'Islam* ». Le 11<sup>ème</sup> principe, par ailleurs, stipule : « *Selon la prescription du verset : « Certes, cette communauté qui est la vôtre est une communauté unique, et Je suis votre Seigneur. Adorez-Moi donc », tous les musulmans forment une seule communauté et le Gouvernement de la République Islamique de l'Iran est tenu de fixer sa politique générale sur la base de l'alliance et de l'union des nations islamiques, et de déployer d'autres efforts afin de réaliser l'unité politique, économique et culturelle du monde de l'Islam* ». Enfin, le 16<sup>ème</sup> et dernier paragraphe du 3<sup>ème</sup> principe de la constitution établit que la politique étrangère du pays

s'élabore : « *Sur la base des critères de l'Islam, l'engagement fraternel envers tous les musulmans et le soutien sans réserve des déshérités du monde* »<sup>11</sup>.

« *Révolution mondiale* », « *communauté unique* », « *union des nations islamiques* », « *engagement fraternel envers tous les musulmans* » : chacune de ces expressions nourrit évidemment la crainte de voir l'Iran incarner un modèle qui pourrait servir à l'ensemble de la *Umma*. On ne pourrait dire plus clairement qu'aux yeux de l'imam Khomeiny et de ses laudateurs, la Révolution islamique d'Iran avait clairement vocation à dépasser les frontières du pays et à former l'avant-garde d'une Révolution islamique mondiale, un peu comme l'Union soviétique de Staline se voulait avant-garde des « masses prolétariennes » mondiales dans la marche vers le communisme.

Mais aucune constitution n'est plus forte que la réalité. La Révolution iranienne s'était produite au cœur du monde chiite et elle ne pouvait se défaire de cette marque originelle. La réalité fut donc telle que nous l'avons énoncée : étant minoritaire et souvent détesté, le chiisme ne pouvait prétendre brandir l'étendard de la révolte destinée à rallier tous les musulmans. Les vœux pieux de l'ayatollah Khomeiny n'y pouvaient rien, même transcrits dans le marbre de la constitution.

L'ambition révolutionnaire mondialisante de Téhéran fit donc long feu, même si la révolution suscita un incontestable engouement dans la rue musulmane. Certes, on assista à des cas de conversions plus ou moins massives de sunnites au chiisme, essentiellement, d'ailleurs, dans les communautés arabes vivant en Europe. On vit également certains groupes extrémistes sunnites observer avec sympathie le nouveau régime. Ces tendances furent assez importantes en tout cas pour susciter, un temps, l'inquiétude des autorités marocaines, algériennes et, mais dans une moindre mesure, tunisiennes ainsi que de certains pays européens. Mais elles restèrent marginales et ainsi que le souligne Olivier Roy : « *L'échec de la révolution à s'exporter durablement en dehors des frontières de l'Iran s'explique [...] par deux raisons : elle n'a pu dépasser sérieusement l'opposition entre chiisme et sunnisme et est restée profondément chiite [et] la révolution n'a pas fait l'unanimité en milieu chiite, même si la majorité des chiïtes non iraniens s'est sentie solidaire.* »<sup>12</sup>

Globalement, le monde sunnite ne suivit pas le mouvement. Quant au monde chiite non iranien, il frémit, certes, et certaines organisations subversives virent le jour et se trouvèrent revigorées par le succès de la révolution. Mais, comme nous le verrons plus loin, ce n'est que dans un seul pays – le Liban – que Téhéran arriva à exercer massivement et durablement son influence sur la communauté chiite.

### **3. Un régime révolutionnaire**

Reste que, pour comprendre la situation actuelle, il ne nous suffit pas de définir ce que le régime iranien ne fut et n'est pas et à déclinier ses échecs : il nous faut également définir, avant d'aller plus loin, quelles sont les ambitions de l'Iran et quelle est la nature de son régime. Partant, nous pourrions mieux appréhender sa politique étrangère.

Le régime iranien possède la double caractéristique d'être révolutionnaire et chiite. Et ce, dans un environnement géographique et politique qui est souvent extrêmement conservateur (ainsi qu'en témoignent l'Arabie saoudite et les monarchies du Golfe, voisins immédiats de l'Iran) et sunnite (en tout cas au niveau des pouvoirs en place).

---

<sup>11</sup> On pourra consulter le texte intégral de la Constitution iranienne (adoptée le 24 octobre 1979, entrée en vigueur le 3 décembre 1979 et révisée le 28 juillet 1989) sur le site de *Jurispolis*, à l'adresse suivante : [http://www.jurispolis.com/dt/mat/dr\\_ir\\_constit1979/dt\\_ir\\_constit1979\\_index.htm](http://www.jurispolis.com/dt/mat/dr_ir_constit1979/dt_ir_constit1979_index.htm)

<sup>12</sup> Olivier Roy, « *L'impact de la Révolution iranienne au Moyen-Orient* », in *Les mondes chiïtes et l'Iran* (sous la direction de Sabrina Mervin), Paris, Karthala-Ifpo, 2007.

La « Révolution » iranienne de 1978 s'apparente davantage, en fait, à une contre-révolution qu'à une révolution dans le sens où c'est le régime du Shah qui s'était engagé pour la modernité et l'évolution sociale et que deux des motivations profondes d'une partie du clergé à s'engager dans le camp de ceux qui voulaient renverser la dynastie – un engagement qui fut décisif et sans lequel le régime du Shah n'aurait pas été battu – étaient de s'opposer au changement et de préserver ses intérêts économiques. La tourmente de 1978-1979 ne marque donc rien de plus, en définitive, que la victoire finale de la *Réaction noire* contre la *Révolution blanche*. Mais le régime profondément réactionnaire (ainsi qu'en témoigne, par exemple, la situation de la femme et l'attitude générale de l'Iran des mollahs par rapport aux moeurs) qui s'est installé à Téhéran en 1979 s'est paré des oripeaux d'une révolution au motif, non seulement, qu'il est né dans le sang et la violence et a mis à terre un pouvoir répressif mais aussi, bien entendu, parce qu'il est porteur d'un projet de société qui marque une rupture franche et totale avec tout ce qui a précédé.

Tout le discours du régime fait appel à cette phraséologie révolutionnaire et à ses poncifs habituels : exaltation et mythification de la lutte qui a conduit à la « libération », exaltation des « martyrs » et engagement internationaliste. Tout n'est d'ailleurs pas seulement affaire d'apparences et de slogans. Le chiisme est bien, en partie, une religion de déshérités.

#### 4. Un régime chiite et messianique

Le régime iranien est chiite, c'est un truisme que de le rappeler, mais ce rappel revêt pourtant une extraordinaire importance si l'on veut comprendre la psychologie et les modes de fonctionnement de l'Iran contemporain et de ceux qui le dirigent.

Le chiisme est né au VII<sup>e</sup> siècle, dans la période tumultueuse qui suivit la mort du prophète Mahomet. Ali, son cousin et gendre (il était l'époux de Fatima Zahra, fille de Khadija, première femme de Mahomet), fut le quatrième successeur de Mahomet (après Abou Bakr, Omar Ibn al-Khattab et Uthman Ben Affan). Son pouvoir étant contesté, il dut livrer bataille, en 657, à Siffin, sur les rives de l'Euphrate, contre Muawiya ibn Abî Sufu-yan, gouverneur de Damas (Muawiya était le descendant d'Omayya, grand oncle de Mahomet). Après que les combats aient fait 40 000 morts en deux jours, Ali, dont les forces étaient par ailleurs inférieures en nombre, accepta un arbitrage qui lui fut défavorable et finit, trois ans plus tard, en 661, assassiné par un de ses anciens chefs de guerre qui condamnait l'arbitrage auquel il s'était soumis<sup>13</sup>. Mais ses partisans étaient désormais regroupés en un « Parti d'Ali » (*shī'at Ali*, d'où le terme de « chiites » dérivé du mot arabe qui désigne les « partisans », qui s'entendaient pour estimer que seul un descendant du prophète ou membre de sa « maison » pouvait diriger les musulmans). Ils désignèrent, pour succéder à Ali, son fils, Hassan, mais celui-ci ne fit pas valoir ses droits et tenta de composer avec Muawiya qui, de son côté, fonda à Damas la dynastie des Omeyyades (descendants d'Omayya). Mal lui en prit : le maître de Damas le fit empoisonner. Le second fils d'Ali, Hussein, succéda alors à son frère Hassan et rompit avec le calife Omeyyade.

Le 10 octobre 680 (10 muharram 61, selon le calendrier musulman) eut lieu la bataille de Karbala où s'opposèrent une puissante armée omeyyade et l'armée d'Hussein « forte » de 72 hommes et enfants. L'affaire tourna évidemment au massacre. Hussein, deux de ses fils âgés de 10 et de 1 an et tous ses compagnons furent tués. Le seul mâle à échapper à la tuerie fut Ali, un autre fils d'Hussein, âgé de 22 ans, qui, malade, n'avait pas pris part à la bataille. La

---

<sup>13</sup> Il s'agit là de la première rupture au sein du chiisme, qui en connut plusieurs au cours de son histoire : des partisans radicaux d'Ali soutenaient qu'il avait été désigné Calife par la volonté d'Allah et ne pouvait donc remettre ce choix en cause en acceptant un arbitrage humain. C'est ainsi que naquit le courant *Kharidjite*. Particulièrement puritaine, cette aile du chiisme s'est à son tour divisée en plusieurs familles, les *azraqites*, les *najadat*, les *ufrites*, les *ibadites*. On trouve aujourd'hui des communautés kharidjites en Algérie et à Djerba (Tunisie), à Oman (où ils sont majoritaires) ou à Zanzibar.

bataille de Karbala est l'un des événements fondateurs du chiisme et marque la séparation définitive entre chiisme et sunnisme. Elle est commémorée, à ce titre, par la fête de l'*Ashûra* au cours de laquelle les fidèles se flagellent jusqu'au sang pour rappeler le massacre. Suivent quarante jours de deuil jusqu'à l'*Arbaïn* (littéralement « quarantième ») qui donne lieu à de nouveaux débordements de chagrins. Le chiisme naît donc en grande partie du drame de la bataille de Karbala, mais son histoire entière sera une suite de drames : après Ali, Hassan et son frère Hussein, huit imams chiites (chacun fils du précédent) connurent la persécution, la prison et souvent la mort. Enfin vint le 12<sup>ème</sup> imam, Muhamad Abu Qasim, né en 868. On sait très peu de chose de lui, historiquement parlant, si ce n'est qu'il vécut caché une grande partie de son enfance et que tout fut fait pour dissimuler aux espions des oppresseurs sa naissance afin de lui éviter le funeste destin de son père.

Il disparut toutefois en 874, année même de la mort de son père, sans doute assassiné à son tour. Mais ce nouveau coup du sort était trop cruel pour les chiites qui bâtirent alors le mythe de l'*imam caché* ou, plus précisément, de l'*imam occulté*. La légende se répandit que Muhamad Abu Qasim vivait caché quelque part, sans doute dans une grotte. Pendant 65 ans, il continua, croient les chiites, à communiquer avec ses fidèles par le biais de quatre représentants successifs surnommés les *Portes* : c'est la « *Petite Occultation* » (874-939). Elle fut suivie, en 939, par la *Grande occultation* : à compter de cette date, plus personne ne représenta l'imam. Les chiites qui vivent toujours dans la *Grande Occultation* estiment pourtant que le 12<sup>ème</sup> imam est toujours vivant. Pour eux, il est le *Mahdi*, (l'*homme guidé*, sous-entendu par Dieu) dont le retour sur la terre marquera la fin de la *Grande Occultation* et l'instauration d'un règne de justice et de paix, et donc, sans doute, la fin des temps et le jugement dernier.<sup>14</sup>

Le chiisme n'est pas uni. La reconnaissance de la lignée des douze imams et de l'incarnation du *Mahdi* dans le douzième d'entre eux définit le *chiisme duodécimain*, présent, entre autres, en Iran, en Irak et au Liban et aujourd'hui majoritaire. Mais d'autres branches du chiisme existent : le *zeydisme* (présent aujourd'hui au Yémen), le *chiisme septimanien* ou *ismaélisme*, lui-même divisé en plusieurs tendances, ou encore le courant *Kharidjite*.

Si le chiisme est religion d'Etat en Perse, depuis le XVI<sup>ème</sup> siècle, il a essentiellement connu, dans le reste du monde musulman, la persécution. Considérés comme des hérétiques, les chiites ont été forcés de se cacher. Cette répression constante a évidemment été un frein au développement social de leur communauté (hors d'Iran) et a poussé de nombreux chiites à se réfugier dans des régions difficiles d'accès, souvent montagneuses. Tout naturellement, le chiisme, né d'un refus de l'arbitraire, s'est donc construit, génération après génération, l'identité d'une religion d'exclus et de parias.

La persécution a également obligé les chiites à développer l'art de la *taqiya* (circonspection) qui consiste à dissimuler aux autres musulmans le fait que l'on est chiite en feignant en public l'observation des rites sunnites. Quant au projet de société, nous ne nous étendrons pas sur lui tant il est évident : les ayatollahs au pouvoir à Téhéran ont bâti un *Imamat*, l'équivalent chiite du *Califat* sunnite<sup>15</sup>. La société est guidée et dirigée par la religion et tout procède de la lecture du Coran et de l'interprétation qui en est faite par le clergé. Tous les chiites ne partagent pas cette vision du monde mais ; malheureusement, c'est bien celle des maîtres de Téhéran.

---

<sup>14</sup> On notera que les sunnites, eux aussi, croient au *Mahdi*, mais que ce dernier ne s'est pas encore incarné et apparaîtra sur terre quelques jours avant la fin des temps.

<sup>15</sup> Sur la notion sunnite de Califat, on se reportera notamment à deux des ouvrages de Claude Moniquet : « *La Guerre sans visage* », Paris, Michel Lafon, 2002, et « *Le Djihad, histoire secrète des hommes et des réseaux en Europe* », Paris, Ramsay 2004.

## 5. La tentation de l'exportation de la révolution

Dans les premiers temps qui ont suivi la Révolution islamique, la diplomatie iranienne se caractérisa notamment par une nette tendance à « exporter » cette révolution, surtout vers le monde arabe. Dans les années qui suivirent, Téhéran devait notamment soutenir une tentative de renversement du gouvernement de Bahreïn et s'illustra dans l'appui apporté à des terroristes qui organisèrent des attentats contre des ambassades occidentales au Koweït, en 1983. Téhéran devait aller plus loin puisque, plusieurs années de suite, les services iraniens organisèrent des troubles à l'occasion du pèlerinage de La Mecque, troubles qui dégénérent au point de causer de sanglantes émeutes en 1987. Cette tendance fut aggravée par la guerre contre l'Irak, l'ensemble du monde arabe – à l'exception de la Syrie où la minorité au pouvoir est alaouite et se rattache donc au chiïsme – soutenant Bagdad.

A cette époque, un nouveau slogan fleurit dans les rues iraniennes : « *Le chemin de Jérusalem passe par Kerbala* ». Ce mot d'ordre peut se comprendre de différentes manières. Il signifie évidemment, au premier chef, que la destruction d'Israël reste l'objectif premier de l'Iran mais que celui-ci ne peut être atteint qu'une fois les chiïtes « libérés » (Kerbala étant l'un des lieux saints les plus importants du chiïsme). Autre interprétation possible : Israël ne peut être vaincu qu'une fois renversés les régimes arabes qui ont trahi la cause palestinienne.

Mais, en 1989, après des attermolements criminels – qui causèrent davantage de pertes humaines des deux côtés du Shat-el-arab – Khomeiny acceptait enfin le cessez-le-feu. Renonçant à la victoire finale et définitive – qui, de toute façon, était hors de portée –, Téhéran inscrivait désormais sa politique dans un principe de réalité qui l'amenait à privilégier ses intérêts nationaux. Lorsque l'Irak de Saddam Hussein envahit le Koweït, en 1990, Téhéran observa une forme de neutralité relativement favorable à Bagdad : certes, l'Iran ne souhaitait pas la victoire de l'Irak, mais il ne souhaitait pas davantage une défaite totale qui aurait signifié une mainmise sans partage des Etats-Unis sur la région et un possible démantèlement de l'Irak. Or, si, à l'évidence, les mollahs ne veulent pas d'un Irak fort, ils ne souhaitent pas davantage qu'il soit trop faible, donc instable, ce qui pourrait se traduire par une poussée de l'extrémisme sunnite mais également et surtout par un retour de la *question kurde*. Le Kurdistan s'étend en effet sur quatre pays (Turquie, Iran, Irak et Syrie) mais prêt de 39% de son territoire (195 000 km<sup>2</sup>) se trouve en Iran où il représente près de 12% de l'ensemble du territoire national...

L'exportation de la révolution, à l'époque où elle était encore d'actualité, se faisait non seulement par le biais de la diplomatie « traditionnelle » mais également par celui d'une myriade d'organisations et de comités échappant de fait au contrôle de l'Etat pour tomber sous celui des religieux. Cet appareil d'exportation était également très proche des services spéciaux et des Gardiens de la Révolution. Loin d'obtenir le résultat escompté, ces manœuvres, parfois grossières, eurent essentiellement pour conséquence d'achever de convaincre les Etats sunnites voisins de l'Iran qu'ils devaient s'en méfier comme de la peste. Non seulement la révolution ne s'étendit pas, mais elle se retrouva encerclée et isolée. De plus, sauf rares exceptions, cette agitation ne trouva aucun écho dans la rue sunnite : à Bahreïn comme à La Mecque ou à Koweït City, ce sont les chiïtes qui furent mobilisés, utilisés et instrumentalisés. La Révolution iranienne qui souhaitait tellement passer pour une révolution « islamique » s'en trouvait ravalée à ce qu'elle était en réalité : un mouvement purement chiïte.

Un seul pays permit à Téhéran de connaître le succès dans cette politique agressive : le Liban, où les conditions particulières – la guerre civile, la sous-représentation politique des chiïtes, l'occupation israélienne du sud du pays – amena le Hezbollah, créé presque de toutes pièces par Téhéran et bénéficiant depuis d'un soutien sans faille de l'Iran, arriva à peser de manière conséquente (et continue à le faire) sur la vie politique locale.

## 6. L'appareil sécuritaire, vecteur international de la révolution

Aux côtés des religieux, les militaires n'étaient pas en reste. Contrairement à des nations comme la Turquie et le Pakistan où le corps militaire voit son autorité politique reconnue constitutionnellement, la situation iranienne est plus floue. Avec la Révolution islamique de 1979, la puissante armée du Shah était tombée entre les mains des ayatollahs et, après une épuration sanglante, elle fut marginalisée<sup>16</sup>.

L'appareil de sécurité propre à la Révolution islamique se mit en place à partir de 1979 mais dans un certain désordre. Nombre d'éléments de la SAVAK (les services de sécurité et de renseignement du Shah) furent intégrés dans le nouveau service, le régime ne souhaitant pas se passer de leurs talents, mais il semble évident que ces transferts ne concernèrent que très peu de fonctionnaires de haut niveau : plusieurs dizaines de cadres supérieurs de la SAVAK figurent au nombre des militaires jugés comme « *suppôts du Shah* » et exécutés sommairement dans les premiers mois de la révolution, soit entre février et septembre 1979. De même, sur un effectif global estimé à 15 000 personnes, environ 3000 fonctionnaires furent victimes de représailles, écartés de leurs fonctions et emprisonnés. Il reste qu'il est extrêmement difficile d'avoir une vision claire de l'ampleur des « transferts » entre les services de sécurité de l'ancien régime et ceux du nouveau.

Le premier chef de la SAVAMA<sup>17</sup>, le nouveau service de renseignement, placé sous la responsabilité du Guide, en tout cas, ne fut autre que le général Hossein Fardoust, un intime du Shah d'Iran dont il avait été proche dès leurs années d'école communes, en Suisse, à partir de 1931. Formé par les services secrets britanniques, Fardoust jouissait de la plus haute confiance du monarque: alors qu'il était vice-directeur de la SAVAK, il fut en effet désigné pour diriger l'*Inspection impériale*, une force de deux cents officiers spécialement chargée de surveiller la direction du service. Cela n'empêcha nullement Fardoust de rallier le nouveau régime à la révolution. Au contraire : on peut penser que les informations qu'il avait accumulées au fil des ans sur ses propres collègues furent le sésame qui lui permit de se faire accepter. Fin 1979, Ali Tabatabai, qui avait été conseiller de presse à l'ambassade d'Iran à Washington et dirigeait désormais une organisation d'opposition en exil au nouveau régime, l'*Iran Freedom Foundation*, pouvait déclarer : « *De nombreux membres de l'ancien SAVAK appartiennent à la nouvelle organisation, en fait à l'exception des Chefs de Bureaux, l'organisation entière semble toujours intacte* ». A tel point que Tabatabai pouvait définir la SAVAMA comme une « *copie carbone* » de la SAVAK, avec la même répartition des mêmes effectifs au sein des bureaux chargés des mêmes missions que du temps de la SAVAK. Hussein Fardoust, cela étant, ne resta pas très longtemps à la tête de la SAVAMA : en décembre 1985, il fut accusé d'être un agent soviétique dûment rétribué par le KGB et se retrouva démis de ses fonctions. Il mourut deux ans plus tard, apparemment d'une crise cardiaque.

Mais dès le 18 août 1984, les services de renseignement avaient connu une réorganisation fondamentale, sous la conduite de Mohhammad Rayshahri, alors président du Tribunal révolutionnaire des forces armées, et avait été élevés au rang de Ministère à part entière, sous le nom de VEVAK<sup>18</sup> (de nos jours, le VEVAK est fréquemment désigné sous l'acronyme anglais MOIS pour *Minister of Intelligence and Security*).

---

<sup>16</sup> Ahmad Naghizadeh, « *Les militaires et la politique en Iran* », Défense nationale et sécurité collective, janvier 2008, Paris, p.130

<sup>17</sup> Acronyme iranien de *Sazeman-e Ettela'at va Amniat-e Melli-e Iran*, Organisation pour le Renseignement et la Sécurité de la Nation iranienne.

<sup>18</sup> Acronyme iranien de *Vezerat-e Ettela'at va Amniat-e Keshvar*, ministère des Renseignements et de la Sécurité Nationale.

Comme la SAVAMA dans le passé, le VEVAK est placé sous l'autorité directe du Guide. Il ne peut être dirigé que par un *mujtahid*<sup>19</sup>. Rayshahri, qui devait être le Premier ministre du Renseignement, avait attiré l'attention sur lui en déjouant, durant l'été de 1980, un coup d'Etat en préparation. Le complot de Nojeh s'était développé dans les milieux militaires et de renseignement, apparemment sous l'inspiration de Chapour Bakhtiar qui aurait reçu le soutien du roi Hussein de Jordanie et de Saddam Hussein. Plus tard, il joua un rôle tout aussi important dans la découverte d'un autre coup d'Etat, dirigé cette fois par Sadegh Ghotzadeh.

Depuis sa création, le VEVAK a non seulement été un instrument central dans la répression de toute opposition organisée et de toute dissidence intellectuelle en Iran, mais également un outil utilisé pour pourchasser et assassiner les opposants réfugiés à l'étranger. Une partie de ces exactions a d'ailleurs été dénoncée en Iran même, sous la présidence du « réformiste » Mohammad Khatami : dans sa lutte contre la frange la plus conservatrice du clergé, le président Khatami avait créé une commission d'enquête chargée d'élucider plusieurs dizaines de meurtres d'opposants commis à l'intérieur des frontières iraniennes. L'affaire dégénéra en crise politique ouverte quand Khatami l'utilisa pour acculer à la démission le ministre du Renseignement qui lui avait été imposé par les conservateurs, Qorbanali Dorri Najafabadi<sup>20</sup>. L'implication du VEVAK dans les basses œuvres du régime et dans les meurtres d'opposants ne s'est, cependant, jamais démentie. Et ce, quel que soit le ministre en charge du renseignement<sup>21</sup>.

Si la surveillance des opposants en exil est cruciale pour le régime, c'est que, ainsi que le souligne un rapport officiel allemand : « *Le service de renseignement iranien souhaite obtenir l'information la plus rapide possible sur les activités des organisations anti-régime... La raison en la crainte que la réputation de l'Iran à l'étranger puisse en être mise à mal par la propagande anti-régime de l'opposition qui reproche à la direction iranienne des violations massives et permanentes des Droits de l'Homme et que l'opposition en exil puisse [nda : en agissant de la sorte] gagner de l'influence sur les affaires intérieures* »<sup>22</sup>. C'est le VEVAK, enfin, qui assure la surveillance des religions reconnues en Iran (comme le christianisme et le judaïsme) ainsi que la répression des minorités religieuses non reconnues et considérées comme hérétiques, à l'image des Baha'is.

## 7. Berlin et Paris, centres du VEVAK en Europe

Le VEVAK ne se contente donc pas d'être un simple service de renseignement et de sécurité intérieure : il occupe un rôle central dans la collecte de renseignements nécessitée par les actions d'élimination ou de terrorisme menées à l'étranger par le régime et apporte fréquemment son soutien aux tueurs chargés de ces assassinats, même quand ils ne sont pas directement liés aux services. Ainsi, dans plusieurs cas précis, il a pu être prouvé que les armes ou explosifs utilisés par des tueurs ou encore des instructions ou de l'argent leur avaient été remis par les antennes du VEVAK dans le pays où ils devaient agir, en même temps que les renseignements sur les habitudes de leurs cibles. Pour remplir cette mission essentielle aux yeux du régime, le VEVAK a déployé plusieurs centaines d'officiers de renseignement dans les ambassades et consulats d'Iran, à travers le monde.

---

<sup>19</sup> Un *mujtahid* est un membre du clergé capable de rendre un jugement basé sur une interprétation personnelle d'un point de droit islamique.

<sup>20</sup> Ce dernier est devenu, depuis, Procureur général de la République islamique.

<sup>21</sup> Entre 1984 et 2007, cinq ministres du renseignement se sont succédés à la tête du VEVAK : Mohammad Reyshahri, Ali Fallahian, Ghorbanali Dorri-Najafabadi, Ali Younessi et enfin Gholam Hossein-Ejehei.

<sup>22</sup> *Bundesamt für Verfassungsschutz, Annual report for Protection of the Constitution, 2000*, page 232.

L'ambassade iranienne à Bonn a longtemps été considérée par les services de renseignement occidentaux comme le centre nerveux de l'espionnage iranien en Europe. Celle qui a, depuis, été ouverte à Berlin partage la même réputation sulfureuse. Ce choix de l'Allemagne comme principale base opérationnelle ne doit rien au hasard : l'Allemagne abrite la plus importante communauté européenne de la diaspora iranienne et, donc, la plus importante concentration d'opposants au régime. Mais il y a plus : en dépit des méthodes exécrables du *VEVAK* et de son implication prouvée dans le soutien au terrorisme international, l'Allemagne fédérale n'a pas hésité, dès le début des années 90, à signer des accords secrets de partage de renseignements avec Téhéran.

Ainsi, les 7 et 8 octobre 1993, Ali Fallahian alors ministre du Renseignement, était accueilli très officiellement à Berlin. Au grand dam de nombre de politiciens allemands mais également de capitales étrangères telles que Washington, Londres ou Jérusalem, qui accusèrent les Allemands de dérouler le tapis rouge devant le « *responsable du terrorisme iranien* ». Il faut dire que l'Allemagne rompait ainsi avec la politique d'isolement décidée par l'Europe qui souhaitait conditionner toute avancée dans ses relations avec Téhéran à la levée de la *Fatwah* contre Salman Rushdie et à des améliorations dans le domaine des droits de l'Homme. A vrai dire, la position de Berlin n'avait rien d'étonnant : l'Allemagne fédérale était – et demeure à ce jour – l'un des meilleurs avocats de Téhéran sur la scène internationale. Principal partenaire commercial de l'Iran, Berlin s'est fréquemment opposé, jusqu'à présent, à l'adoption de sanctions trop pénibles contre son ami persan.

Confrontées au scandale, les autorités allemandes tentèrent d'accréditer l'idée que cette visite avait un but purement humanitaire : évoquer le sort d'étrangers détenus en Iran. Cette version fut, à l'époque, mise en doute par le très sérieux *Spiegel* qui n'hésita pas à dénoncer un « *pur mensonge* », soulignant que la coopération entre le BND<sup>23</sup> et le *VEVAK* était extrêmement étroite et que de nombreux officiers iraniens de renseignement avaient suivi des stages de formation de plusieurs mois en Allemagne. A vrai dire, le fait que l'Allemagne se mette en frais pour recevoir Fallahian était d'autant plus choquant que cette visite intervenait à quelques semaines de l'ouverture du procès d'un Iranien et de plusieurs Libanais accusés d'avoir assassiné, en 1992, quatre dirigeants kurdes dans un restaurant de Berlin. Le parquet allemand avait formellement accusé le *VEVAK* d'être à l'origine de ces meurtres, qui auraient été préparés au troisième étage de l'ambassade d'Iran en Allemagne.

Le Secrétaire d'Etat allemand en charge du renseignement, Bernd Schmidbauer avait beau minimiser l'importance de cette visite, le programme de celle-ci, rendu public par la presse allemande, ne laisse aucun doute quant à l'importance toute particulière que ce déplacement revêtait aux yeux de la partie allemande. Le 6 octobre à 19h00, Fallahian avait été reçu à la Chancellerie pour un dîner officiel ; le lendemain, il visitait le BKA<sup>24</sup>, puis, après un tour de la ville de Cologne, le BfV<sup>25</sup>, avant de revenir à Bonn pour y être reçu à la Chancellerie. Dans la soirée, enfin, il s'envolait pour Munich pour y visiter le BND. On sait aujourd'hui qu'à quatre reprises au moins, au cours de ces rencontres officielles, Ali Fallahian demanda à ses hôtes allemands l'arrêt des poursuites entamées contre les assassins des dirigeants kurdes.

Si les services de renseignement et de sécurité allemands pouvaient, ainsi, se compromettre avec leurs homologues iraniens, c'est évidemment qu'ils avaient conscience d'être en phase avec leur gouvernement. Et, effectivement, l'exemple venait d'en haut. A plusieurs reprises, dans les années 80, Téhéran s'en était pris directement à l'Allemagne : en y faisant transiter des explosifs destinés à des attentats dans d'autres pays européens (dont la France), en faisant enlever par le Hezbollah des ressortissants allemands à Beyrouth, ou encore en assassinant froidement et de manière préméditée des opposants réfugiés en Allemagne. Mais

---

<sup>23</sup> *BundesNachrichtenDienst*, le service de renseignement extérieur allemand

<sup>24</sup> *BundesKriminalAmt*, Police fédérale allemande.

<sup>25</sup> *Bundesamt für Verfassungsschutz*, Office Fédéral de Protection de la Constitution, contre-espionnage et service de sécurité intérieure.

rien de tout cela n'a jamais altéré le superbe optimisme de dirigeants allemands, qui ont toujours pensé qu'il valait mieux fermer les yeux sur ces « incidents » plutôt que risquer de compromettre, par des réactions inconsidérées, des flux commerciaux qui ont fait de la RFA le premier partenaire commercial de l'Iran des mollahs.

Ces excellentes relations n'empêchèrent pas le renseignement iranien de se sentir parfaitement à son aise à Berlin, ainsi que le constatent d'ailleurs les contre-espions allemands : « *L'un des piliers du service de renseignement iranien en Allemagne est l'ambassade d'Iran à Berlin où plusieurs officiers de renseignement travaillent sous couverture diplomatique. Des officiers traitants de l'ambassade mais aussi du quartier général recrutent des personnes pour des activités d'espionnage en Allemagne, leur transmettent leurs consignes et reçoivent leurs rapports verbalement, par écrit, par téléphone ou via Internet.* »<sup>26</sup> Les rencontres physiques sont limitées au maximum, pour mieux protéger la sécurité des agents locaux et de leurs manipulateurs iraniens et, quand elles s'avèrent nécessaires, « *se déroulent, par règle absolue dans un pays tiers [un pays autre que celui où l'agent exerce ses fonctions et l'officier est en poste] ou en Iran* »<sup>27</sup>.

De nos jours, si l'Allemagne continue à jouer en Europe un rôle central pour l'appareil de renseignement iranien, les capacités opérationnelles du VEVAK en France ont également été renforcées. La mission diplomatique iranienne en France se trouve ainsi en charge de missions de renseignement qui dépassent largement les frontières de l'hexagone et peuvent s'étendre aux pays voisins, dont la Belgique, qui abrite les sièges des principales institutions européennes et de l'OTAN<sup>28</sup>. On remarquera également que le Conseiller scientifique de l'Ambassade d'Iran à Paris – ce poste est souvent tenu par un officier de renseignement chargé de l'espionnage industriel et scientifique – occupe cette fonction pour l'ensemble de l'Union européenne à l'unique exception de la Grande-Bretagne. En 2006, une demi-douzaine d'officiers de renseignement du VEVAK coordonnait ainsi, depuis l'avenue d'Iéna, à un jet de pierre des Champs-Élysées, de nombreuses opérations de renseignement à travers toute l'Europe.

## **8. Des moyens importants pour des services efficaces**

Le VEVAK, aujourd'hui, regrouperait une vingtaine de milliers de fonctionnaires répartis en seize Directions principales et en un certain nombre de Bureaux spécialisés. Les trois Directions principales sont celles des *Affaires extérieures*, du *Renseignement à l'étranger et des Mouvements de Libération*, et enfin la *Direction de la Sécurité*.

Les *Affaires extérieures* supervisent l'ensemble des autres départements du VEVAK et sont plus particulièrement responsables des opérations menées à l'étranger contre les organisations d'opposition ; elles sont placées sous la direction de Mohammad Reza Iravani, « numéro deux » du ministère et mêlé à tous les abus du régime depuis les années 80. Le *Renseignement à l'étranger* est engagé dans des opérations plus classiques de collecte de renseignement, mais aussi dans l'entretien des contacts avec des mouvements terroristes locaux. Enfin, le département de la *Sécurité*, contrairement à ce que son nom pourrait indiquer, se concentre lui aussi sur des actions offensives menées essentiellement hors des frontières iraniennes. Une douzaine d'autres directions se partagent les missions plus habituelles d'un service de renseignement, comme le contre-espionnage, le renseignement par moyens techniques ou encore la protection des communications officielles. Les opérations se déroulant dans des pays frontaliers de l'Iran sont souvent dirigées depuis des

---

<sup>26</sup> *Bundesamt für Verfassungsschutz, Annual report 2005 on the Protection of the Constitution* », page 274.

<sup>27</sup> *Idem*, rapport 2002, page 217.

<sup>28</sup> Le Dr Ali Ahani, qui était ambassadeur en France en 2007, avait auparavant été en poste en Belgique. C'était par ailleurs son deuxième tour à Paris puisqu'il y avait déjà été ambassadeur de 1988 à 2003.

Bureaux régionaux, dépendant de la direction des Affaires extérieures, et installés non loin des frontières.

Le VEVAK dispose, depuis 1987, de sa propre école, l'Université Imam Baqer, où il forme ses cadres. Plus important encore, le service gère sa propre prison, à Evin, un centre de détention à la réputation sinistre où, depuis des années, opposants, « saboteurs » et autres « espions » sont sauvagement torturés et parfois exécutés. La réputation internationale de la prison d'Evin s'est encore alourdie lorsque la photographe irano-canadienne Zahra Kazemi y a été détenue en juin 2003 après avoir photographié des familles d'étudiants détenus qui manifestaient devant le bâtiment. Selon plusieurs sources – dont le témoignage du médecin légiste iranien qui a examiné son corps et a, par la suite, demandé l'asile politique au Canada – Zahra Kazemi aurait été violée et battue. Elle est décédée le 11 juillet 2003 dans l'hôpital d'une prison militaire.

Déterminer le budget du VEVAK relève de l'exercice impossible. D'une part, ce budget se décide hors de tout contrôle parlementaire – il fait l'objet d'une négociation annuelle entre le ministre du Renseignement et son homologue des Finances – mais de plus, il peut se voir considérablement augmenter par des contributions venant des fonds secrets alloués au Bureau du Guide suprême ou à la présidence de la République. De plus 50% de la valeur des biens saisis par le ministère dans ses opérations à l'intérieur de l'Iran (les immeubles appartenant à des opposants condamnés, par exemple), sont reversés au budget du ministère.

Outre ses officiers en poste à l'administration centrale ou placés sous couverture diplomatique à l'étranger, le VEVAK, comme tout service de renseignement « offensif » qui se respecte, dispose d'une multitude de structures pouvant abriter ses Officiers sans couverture officielle (*Non Official covert* ou NOC, pour reprendre la terminologie anglo-saxonne). Depuis des sociétés commerciales iraniennes actives dans le domaine des hydrocarbures ou des transports jusqu'à des associations culturelles, de faux mouvements dissidents ou, tout simplement, des sociétés créées à l'étranger. Ces différentes entités procurent non seulement des couvertures aux agents et opérations du VEVAK, mais peuvent également permettre, quand elles sont rentables, de financer certains réseaux ou encore fournir l'appui logistique nécessaire (fournitures d'appartements, de véhicules, de moyens de communication) à des opérations dirigées depuis Téhéran.

Plusieurs dizaines de structures de ce type existent aujourd'hui en Europe, certains agents du régime ayant créé jusqu'à trois ou quatre associations et autant de sociétés commerciales au gré de leurs besoins. Ces officiers recrutent notamment leurs agents dans les organisations d'opposants qu'ils ont pour charge de maintenir sous surveillance, ainsi que le souligne le contre-espionnage allemands : « *Dans la plupart des cas, l'effort de recrutement est fait quand la personne ciblée se rend en visite en Iran. A cette occasion, le service exerce une forte pression sur la personne cible, entre autres en la menaçant de représailles sur des parents qui vivraient en Iran. Les personnes qui ne se rendent pas en Iran sont approchées par téléphone depuis l'Iran* »<sup>29</sup>

Et l'on ne peut oublier, bien entendu, que le ministère bénéficie encore de bien des possibilités pour camoufler ses agents : ceux-ci peuvent se faire recruter comme agents locaux par des ambassades ou des sociétés étrangères en Iran, avant de demander à immigrer dans les pays concernés, mais ils ont également la ressource de se faire passer pour des journalistes, des employés d'*Iran Air*, des étudiants ou encore des commerçants.

Le VEVAK, cela étant, ne concentre pas tous ses efforts sur la seule opposition en exil, même si celle-ci reste l'une des bêtes noires du régime. Il lui arrive également de monter des manipulations de facture nettement plus traditionnelle et qui, de plus, fonctionnent fort bien.

---

<sup>29</sup> *Bundesamt für Verfassungsschutz, 2004 Annual Report of the Office for the Protection of the Constitution, page 259.*

Si la majorité d'entre elles restent inconnues à ce jour ou ne peuvent, pour diverses raisons, être citées, il est toutefois permis de rappeler quelques « beaux coups » du renseignement iranien.

En juin 1986, une secrétaire administrative de la cellule diplomatique du Premier ministre français, à l'Hôtel Matignon, était interpellée par la DST (Direction de la Surveillance du Territoire) qui la tenait à l'œil depuis plusieurs mois. Martine X.<sup>30</sup>, âgée d'une quarantaine d'années, procurait à un « ami » iranien, résidant en Allemagne et utilisant le pseudonyme opérationnel de Mohamed Ansari, des documents confidentiels-défense qu'elle était chargée d'archiver ou de détruire. Ce sont ses incessants allers et retours entre Paris et Francfort qui avaient fini par attirer l'attention des services français. Mohamed Ali Hansari vivait à Francfort où il représentait une compagnie pétrolière iranienne mais semble surtout avoir usé de ses talents de séducteur pour recruter comme agents à la solde de l'Iran des femmes seules et vulnérables. Une technique vieille comme le monde et qui, à l'époque, était utilisée, souvent avec succès, par les services de renseignement soviétiques et leurs alliés.

En mai 1992, c'est en Allemagne qu'un fonctionnaire fédéral est inculpé pour avoir transmis à Téhéran des télex diplomatiques provenant de diverses ambassades allemandes au Moyen-Orient. Beaucoup plus récemment, on notera l'arrestation et l'inculpation, en décembre 2006, d'un caporal des forces britanniques en Afghanistan, Daniel James. L'affaire est loin d'être subalterne, puisque le militaire, d'origine iranienne, était l'interprète personnel du Général David Richards, commandant en chef du corps expéditionnaire de l'OTAN. D'autres affaires du même type ont eu lieu au Canada ou dans d'autres pays développés où les réseaux du VEVAK sont particulièrement actifs dans les efforts déployés par Téhéran pour se procurer les technologies indispensables à son programme nucléaire mais aussi au développement de systèmes de missiles.

L'appareil du VEVAK a toutefois traversé une crise récente : il semble en effet que l'arrivée de Mahmoud Ahmadinejad à la présidence, en 2005, ait poussé un certain nombre d'officiers chevronnés liés au réformiste Khatami à prendre la tangente de peur des représailles qui pourraient les attendre. Certes, depuis vingt ans, le ministère du Renseignement en a vu d'autres, mais ces défections arrivent au mauvais moment, alors que le régime traverse une crise de paranoïa aiguë. Depuis 2006, les arrestations d'« espions étrangers » sensés avoir voulu se renseigner sur le programme nucléaire de Téhéran se sont en effet multipliées. Le cas le plus connu est celui d'Hossein Mousavian, ancien ambassadeur d'Iran en Allemagne et membre de l'équipe des négociateurs iraniens jusqu'en 2005. Autre cas célèbre, celui de l'universitaire irano-américaine Haleh Esfandiari, soupçonnée d'être liée à un réseau visant à renverser le régime. D'autres affaires, plus ou moins médiatisées, ont touché des ressortissants canadiens, chinois, suédois ou des Iraniens accusés de travailler pour les services de renseignement américains ou israéliens. En mars 2007, plusieurs journalistes auxquels le VEVAK reprochait d'avoir « *perçu de l'argent de l'étranger pour publier des articles contraires aux intérêts de la Sécurité nationale* »<sup>31</sup> étaient, à leur tour, incarcérés.

La plus surprenante manifestation de l'espionnage qui semble faire des ravages au sein du VEVAK est sans doute l'arrestation, en juillet 2007, d'une quinzaine... d'écureuils qui, d'après l'agence officielle *Irna* « *transportaient du matériel d'espionnage appartenant à des agences étrangères* ». On ignore si les sympathiques rongeurs ont été détenus à la prison d'Evin, mais le pire est à craindre, surtout s'ils avaient le type juif, ce qui aurait indubitablement marqué leur appartenance au MOSSAD...

---

<sup>30</sup> Vingt et un ans ayant passé, on comprendra que nous ne citons pas le nom de l'intéressée dont nous avons également changé le prénom.

<sup>31</sup> Dépêche AP, 5 mars 2007.

## 9. Les *Pasdaran*, bras armé du régime

Le régime ne s'est pas contenté d'hériter des services de renseignement de l'ancien régime et de les transformer, il a également bâti, de toutes pièces, un appareil de sécurité qui lui est propre : les *Pasdaran*<sup>32</sup>, ou *Corps des Gardiens de la Révolution islamique*. Les *Pasdaran*, très comparables à ce que fut la SS pour le régime nazi – il s'agit, ici aussi, d'une armée purement idéologique, doublant les services officiels de l'Etat et qui, en cas de troubles graves, seront le dernier rempart du pouvoir – sont un véritable Etat dans l'Etat. Créé le 5 mai 1979 et directement rattaché au Guide, le corps des *Pasdaran* dispose aujourd'hui de sa propre armée de terre, d'une armée de l'air, d'une marine et d'une division spécialisée chargée des opérations à l'étrangers : la *Force al-Qods*.

On aurait tort, toutefois, de penser que le *Corps des Gardiens de la Révolution* s'est construit en opposition à l'*Artesh*, l'armée régulière : il a, en fait, commencé par suppléer les faiblesses de cette dernière avant que sa croissance soit encouragée par une armée qui comprenait tout le bénéfice qu'elle pouvait tirer de l'existence de cette force.<sup>33</sup> Les démissions, désertions, retraites forcées et autres exécutions sommaires avait fortement affaibli l'encadrement de l'*Artesh* qui avait, par la suite, été islamisée grâce à la Direction idéologique et politique qui avait été créée en son sein. Faire de l'armée régulière un outil purement idéologique capable de servir tout aussi bien à l'intérieur des frontières que pour défendre celles-ci s'avéra toutefois impossible. C'est ainsi que les *Pasdaran* virent le jour.

A ses débuts, le corps des *Pasdaran* comptait – à peine – 10 000 hommes, mais la guerre imposée fit démesurément gonfler ses effectifs : de 50 000 combattants en 1982 à 150 000 en 1983, puis 250 000 en 1985 et, enfin, 450 000 en 1987. Les *Pasdaran* s'illustrèrent particulièrement durant la guerre contre l'Irak, entre autres en formant et en envoyant au massacre des bataillons de jeunes adolescents ayant subi une formation militaire minimale et qui servirent de chair à canons à l'*Artesh*, quand ils n'étaient pas purement et simplement envoyés vers les champs de mines ennemis pour ouvrir le passage aux troupes régulières. Le premier chef des *Pasdaran*, Mostafa Chamran Savei, était une sorte de « révolutionnaire professionnel » né dans une famille modeste de Téhéran, et qui se tourna vers le terrorisme après avoir obtenu un diplôme d'ingénieur aux Etats-Unis. Il participa à la formation et à l'encadrement de divers groupes et cellules terroristes au Moyen-Orient (entre autres en Egypte, au Liban – ou il fut l'un des fondateurs de la milice chiite Amal, puis du Hezbollah – et en Syrie) avant de regagner l'Iran dès les débuts de la Révolution islamique. Nommé ministre de la Défense et conseiller militaire particulier de l'ayatollah Khomeiny, il prit la tête des *Pasdarans* dès leur création, et trouva la mort au combat, le 21 juin 1981<sup>34</sup>.

Les *Pasdaran* évoluèrent, dès leur naissance, en suivant deux axes distincts mais complémentaires : militaire bien sûr avec Savei et ses deux successeurs mais également politique avec Mohsen Rafiqhdoust, un curieuse figure que rien ne prédestinait à jouer les premiers rôles dans la politique. Expulsé de l'école primaire pour indiscipline, Rafiqhdoust connut les prisons du Shah alors qu'il militait au sein de la *Coalition islamique*, un parti rassemblant des religieux et des marchands du bazar. Il gagnait sa vie en vendant des fruits derrière un étal, au marché de gros de Téhéran – où il se dit qu'il laissa de nombreuses dettes – avant de saisir sa chance en février 1979, à 39 ans, lors du retour de Khomeiny : il conduisait la voiture qui amena l'ayatollah de l'aéroport au lieu de son premier discours et

---

<sup>32</sup> Le nom officiel des *Pasdaran* est *Sepah-e Pasdaran-e Enghelab-e Islami* : Armée des gardiens de la Révolution islamique.

<sup>33</sup> Voir, notamment, Daniel Byman, Shahram Chubin, Anoushivaran Ehteshami et Jerold D. Green : *Iran's security policy in the post-revolutionary era*, Rand Corporation, 2001.

<sup>34</sup> Les successeurs de Mostafa Chamran furent Mohsen Rezaï (1981-2004) aujourd'hui Secrétaire du Conseil de Discernement, et Yahya Rahim Safavi, qui est toujours en fonction au moment où nous écrivons.

fut, par la suite, nommé chef de sa garde personnelle avant d'être propulsé au poste de Ministre des *Gardiens de la Révolution*.

Pour les *Gardiens de la Révolution*, d'abord vus comme une force indisciplinée, difficile à commander et donc à utiliser et juste assez bonne pour être employée à l'intérieur dans des opérations de répression et à être lancée, dans le cadre de la guerre contre l'Irak, dans des opérations quasi suicides où les taux de pertes, en tout état de cause, n'auraient jamais été supportés par des unités plus classiques, 1987 fut l'année du tournant. Alors que la guerre s'éternisait, que le pays était saigné à blanc et isolé et que l'armée était taillée en pièces, les sacrifices consentis par les *Gardiens* convainquirent les maîtres de l'Iran qu'il y avait mieux à en faire qu'à les gaspiller dans des accrochages sans espoirs. En 1988, les *Pasdarans* se virent totalement réorganisés, dotés de matériel lourd et de nouvelles structures de commandement.

## **10. Un réseau *Pasdar* qui contrôle de larges pans de la société**

Collaborant étroitement avec l'armée qui avait longtemps plaidé pour une professionnalisation de leur corps (les deux entités se rencontraient d'ailleurs quotidiennement au sein d'un Etat-major conjoint) les *Pasdarans* bénéficiaient cependant d'un « avantage concurrentiel » totalement inaccessible à l'*Artesh* : non contents de fournir des combattants d'élite, fanatiquement dévoués au front, les *Gardiens* étaient en effet capables d'user de leur force à l'intérieur du pays pour rassembler la société et encadrer l'économie de guerre. Ainsi, et alors que le pays était victime d'un embargo international de fait qui lui interdisait de se procurer les armements dont il avait besoin, les *Pasdarans* mirent sur pied leurs propres usines de production d'armes. Des usines qui produisirent notamment des sous-marins de poche utilisés pour les opérations dans le Golfe, des mines mais aussi des copies de missiles chinois anti-navires *Silkworm*.

Peu à peu, les succès remportés tant à l'extérieur que sur le front intérieur accrurent l'influence des *Gardiens* qui se virent, dès la fin des années 80, de plus en plus souvent consultés dans la définition de la stratégie générale du régime.

Comme tout ce qui touche à l'appareil de sécurité iranien, les détails crédibles et vérifiés manquent en ce qui concerne la structure exacte des *Pasdarans* et leur mode de fonctionnement. Il est certain, néanmoins, que leur influence reste considérable. Leur dévouement leur a en effet permis d'occuper une place à part dans la galaxie sécuritaire iranienne. D'abord, la direction du corps des *Gardiens* est extrêmement stable : nombre des dirigeants et hauts gradés des *Pasdarans* se connaissent depuis les années 80, soit deux décennies, ce qui renforce encore la cohésion de la machine. L'investissement des *Pasdarans* dans des secteurs clés de l'économie – l'armement d'abord, mais aussi l'électronique ou les hydrocarbures, puis l'import-export – a accru encore la puissance car les *Gardiens* qui se retrouvent à la tête de ces entreprises ou dans leur encadrement de haut niveau, gardent tous des rapports étroits avec leur corps d'origine. Se forme ainsi un réseau relationnel large et très souple qui va de la sphère militaire et sécuritaire au monde politique – faut-il vraiment rappeler que le président Mahmoud Ahmadinejad est un ancien *Pasdar* ? – en passant par l'industrie de pointe et par l'univers des affaires.

Mais dès qu'on aborde la question des chiffres, tout devient flou. On estime qu'en 2005, les effectifs des *Pasdarans* étaient de 130 000 à 250 000 hommes répartis en plusieurs dizaines d'unités dispersées à travers le pays. On pense que leur marine compterait à peu près 20 000 hommes. Elle contrôle une flottille de vedettes rapides – dont beaucoup, de construction suédoise, sont équipées de puissants moteurs *volvos* les rendant particulièrement performantes, de missiles mer-mer et d'artillerie légère – et des nageurs de combats. Créée au début des années 80 et considérablement renforcée en 1987, cette force fut notamment utilisée, durant la guerre Iran-Irak, pour mouiller des mines dans le Golfe persique et le

détroit d'Ormuz afin d'y empêcher ou à tout le moins de gêner la navigation des pétroliers qui venaient charger le brut irakien. C'est une de ces mines qui, en juillet 1987, explosa au contact du pétrolier koweïtien *Bridgeton*, battant pavillon américain et escorté par l'*US Navy* : le 27 juillet 1987, le commandant des *Pasdaran*, Mohzen Rezaï, reçu par Khomeiny à son domicile privé, se félicitait que « *la prière d'un milliard de musulmans ait été entendue* »<sup>35</sup>.

Le peu que l'on sait du profil du responsable de cette attaque, le frère Mohamad Alaï, commandant de la base navale des *Pasdaran* créée à Bandar Abbas le 26 avril 1987, est particulièrement représentatif du cursus des chefs des *Gardiens de la Révolution*. Agé de 43 ans, Alaï était un partisan de la première heure de la Révolution islamique. Au début des années 80, il avait été chargé d'opérations de propagande et de renseignement dans différents Emirats du Golfe. A l'été 1987, il commandait 1500 hommes et un parc de 40 vedettes rapides.

Dans la guerre sournoise menée contre les convois de pétroliers, la marine des *Pasdaran* fut bien plus présente et efficace que la marine de guerre. Beaucoup plus récemment, ce sont des unités de la marine des *Gardiens* qui prirent quinze marins britanniques en otages, dans le *Chatt-el-Arab*, en mars 2007.

On mentionnera le fait que les *Pasdaran* ont connu, à la fin de l'hiver 2007, un revers qui pourrait s'avérer considérable : la défection du Général Ali Reza Ashgari, qui a disparu dans des conditions rocambolesques en février 2007. Envoyé en mission en Syrie, il avait gagné Istanbul où l'ambassade iranienne avait réservé une suite à son nom à l'hôtel *Ceylan Intercontinental*. Arrivé à Istanbul, il a déclaré préférer, pour des raisons de sécurité, s'installer à l'hôtel *Guilan* où il a déposé ses valises avant de s'évaporer un peu après 18h30. Le régime a rapidement dépêché une mission d'enquête en Turquie, proclamant haut et fort que le général avait été enlevé ou assassiné. En fait, il n'en est rien : Ali Reza Ashgari avait pris la précaution de faire sortir discrètement sa famille d'Iran dans les jours précédant son voyage à Damas, évitant ainsi à son épouse et à ses enfants le sort peu enviable qui attend les proches des défecteurs, ce qui indique clairement qu'il savait partir pour un voyage sans retour.

Le Général Ashgari n'est pas le premier venu. Après avoir été longtemps en poste au Liban où il supervisait l'activité du Hezbollah, il avait regagné Téhéran où il fut notamment en charge de la fabrication de missiles à courte et moyenne portée avant, prétendent des sources proches de l'opposition, de s'occuper de certains achats sensibles dans le cadre du programme nucléaire. Il a également occupé durant trois ans la direction de la *Force al-Qods* (voir plus loin), le département « international » des *Pasdaran*. Vice-ministre de la Défense jusqu'en 2005, Ashgari a-t-il été un « agent en place » (un agent recruté par un service adverse et qui conserve sa position pour pouvoir livrer des renseignements) durant plusieurs années, comme l'affirment plusieurs sources, entre autres israéliennes ?

Les pistes du *Mossad* ou de la *CIA* ont, tour à tour, été évoquées, mais il se dit de manière insistante, dans la communauté du renseignement, que ce serait en fait le SIS britannique qui serait à l'origine de cette opération. Toujours est-il qu'une défection d'aussi haut niveau est toujours un coup dur pour l'organisme qui la subit. Elle ne sera évidemment pas fatale aux *Pasdaran*, mais elle leur fera très mal et les obligera certainement à modifier des organigrammes, à suspendre ou à arrêter des opérations en cours, à rappeler des agents à l'étranger ou encore à changer des méthodes de communication ou des codes. Bref, des mois de perdus alors que l'Iran a, précisément, besoin de temps. Sans compter que le stress d'une défection introduit le doute dans l'esprit de chacun : y a-t-il d'autres taupes ? D'autres trahisons en cours ou en préparation ? En l'occurrence, le Général Ashgari n'est pas le seul,

---

<sup>35</sup> Dépêche AFP du 27 juillet 1987, 16H20.

car chez les *Pasdaran* comme au *VEVAK*, l'arrivée au pouvoir de Mahmoud Ahmadinejad – même s'il s'agit d'un « ancien de la maison » – aurait provoqué quelques désertions.

### **11. La *Force al-Qods* : instrument des *Pasdaran* à l'étranger**

Mais dans le cadre de cette étude, c'est surtout l'activité de terrorisme et de subversion des *Pasdaran* au plan international qui retiendra notre attention. Ces opérations particulièrement secrètes du *Corps des Gardiens* sont menées via le *Département de sécurité et de renseignement extérieurs* et le *Département pour les Opérations à l'Extérieur* des *Pasdaran*. Entre autres outils, mais c'est certainement le plus important, ces deux comités des *Pasdaran* disposent de la *Force al-Qods*<sup>36</sup>.

La *Force al-Qods* a vu le jour dans les années 80 et regroupe des éléments particulièrement bien formés des *Pasdaran*. Elle a combattu sur le front irakien durant la « Guerre imposée » mais a rapidement été orientée vers d'autres tâches, à savoir aider le régime à exporter la Révolution islamique. Cette organisation est encore plus secrète que ne le sont les *Pasdaran* et son fonctionnement comme ses moyens sont recouverts d'un épais manteau d'ombres. Si ses effectifs sont secrets – la presse cite, le plus souvent, des chiffres fantaisistes allant de 3000 à 50 000 membres –, les plus récentes estimations des services de renseignement occidentaux auxquelles nous avons pu avoir accès font état de « quelques milliers d'hommes », sans doute entre 2000 et 5000 (mais certainement pas plus de 10 000 si l'on considère ce qu'est aujourd'hui l'importance estimée de l'ensemble des *Pasdaran*) dont au moins la moitié serait basée en permanence à l'étranger.

On sait encore qu'outre un *Département de renseignement* qui lui est propre, la *Force al-Qods* (dont l'un des Quartiers généraux seraient installés dans les locaux de l'ancienne ambassade des Etats-Unis à Téhéran) est probablement organisée autour de huit Directions dédiée chacune à une partie du monde ou à un ensemble géopolitique plus ou moins cohérent : pays occidentaux (Etats-Unis et Europe) ; Iraq ; Afghanistan, Pakistan et Inde ; Palestine, Liban et Jordanie ; Turquie ; Afrique du Nord (y compris l'Egypte et le Soudan) ; Péninsule arabique et enfin anciennes républiques soviétiques.

Plusieurs centaines de *Pasdaran* appartenant à la *Force al-Qods* sont présents, depuis longtemps, dans la plaine de la Bekaa, au Liban, où ils entraînent les forces du Hezbollah, autour de Baalbek, et organisent les transferts d'armes vers ce mouvement, notamment à travers la Syrie. Plusieurs centaines d'autres sont également présents, depuis 2003, en Irak où ils encadrent certains groupes chiites, dont l'*Armée du Mahdi* de Moqtada al-Sadr. Quelques-uns de ses envoyés auraient d'ailleurs été arrêtés en Irak en décembre 2006. Un contingent dont l'importance est inconnue est également actif en Afghanistan, où, par le passé, la *Force al-Qods* procura un appui à l'*Alliance du Nord* du chiite Ahmed Shah Massoud qui combattait les Taliban. Enfin, d'autres membres de la *Force al-Qods* sont installés à l'étranger, souvent – mais pas toujours – sous couverture diplomatique et y mènent des missions de contacts avec des organisations terroristes locales, leur apportent un soutien financier, organisent l'entraînement de leurs membres ou se livrent à des opérations de renseignement « à fin d'action » : il ne s'agit nullement ici de renseignement de type général comme le *VEVAK* peut en être chargé mais bien de repérer les cibles potentielles d'attentats, qu'il s'agisse d'opposants au régime ou d'infrastructures locales.

La *Force al-Qods* manipule chaque année des centaines de millions de dollars qui sont ensuite redistribués, sous forme d'armes et d'équipement ou en numéraires, aux différents organisations avec lesquelles elle est en contact quand elle ne les chapeaute pas purement et simplement. A l'heure actuelle, les principaux bénéficiaires des ces largesses sont le

---

<sup>36</sup> Al-Qods désigne, en Arabe, la ville de Jérusalem. Le nom persan de la *Force al-Qods* est *nirui-e-quds*.

Hezbollah, la Division Badr (une force formée d'Irakiens encadrés par des *Pasdaran*, créée durant la guerre contre l'Irak mais toujours active, aujourd'hui, contre les Américains et les Anglais) et l'Armée du Mahdi.

Le degré exact d'indépendance de la *Force al-Qods* vis-à-vis du *Corps des Gardiens de la Révolution* est sujet à discussions entre experts, mais il semble qu'elle puisse recevoir des ordres émanant directement du Guide et que, par ailleurs, son chef siège aux côtés de celui des *Pasdaran* dans plusieurs comités à haut niveau où sont discutées les questions de « sécurité ». En fait, et pour résumer, la *Force al-Qods*, commandée par le Général Qassem Suleimani, proche entre autres du président du Conseil de Sécurité, Ali Larijani, est en charge de l'ensemble des opérations spéciales des *Pasdaran* à l'étranger, du soutien à des acteurs locaux favorables à l'Iran, à des actions subversives et terroristes.

### III. L'Iran et le croissant chiite

#### 1. « Le retour du chiisme »<sup>37</sup>

Les musulmans sont aujourd'hui près d'un milliard au monde et seront environ 2 milliards dans 25 ans selon les projections. Comprendre la complexité du monde musulman et de l'une de ses composantes essentielles, le chiisme (voire « les » chiismes) – branche dissidente de l'islam –, est nécessaire pour aborder les problèmes de géopolitiques contemporains moyen et proche-orientaux mais aussi planétaires. Une telle analyse permet également de mieux saisir le poids et l'influence de l'Iran – sans cesse croissante – sur une importante frange des quelque 140 millions de chiites que compte la planète (soit 10 à 12% de la population musulmane mondiale). Sur ces 140 millions de croyants, 80 à 90% sont des chiites duodécimains.

En effet, la géographie du chiisme permet, nous le verrons plus loin, de dessiner un « croissant chiite » qui part de l'Iran jusqu'au Liban et qui englobe la Syrie – bien qu'alaouite – et l'Irak. Si ce croissant constitue le « nerf » – la cible principale – de l'influence iranienne, le Pakistan, l'Inde, le Bangladesh, la Turquie les pays du Golfe, l'Arabie saoudite ou encore le Tadjikistan sont également des pays où les chiites jouent un rôle important sinon prépondérant. Les populations chiites de ces pays sont, elles aussi, dans le champ d'action de la « diplomatie iranienne », laquelle : « *s'enracine dans la défense et la propagation du chiisme* »<sup>38</sup>.

Concentrons notre analyse sur le « retour du chiisme » à partir de la guerre civile au Liban (1975) et de la Révolution iranienne (1979) jusqu'à nos jours. Au cours des 30 dernières années, le chiisme, comme le souligne Pierre Pahlavi, a connu : « *une renaissance identitaire et politique sans précédent dont atteste le dynamisme religieux et politique des communautés d'Asie centrale et du Moyen-Orient* »<sup>39</sup>. Nous le verrons plus en détails dans les prochaines pages, notamment en passant en revue différents pays du « croissant chiite » ainsi que plusieurs pays arabes du Proche et du Moyen-Orient. Et, s'il est encore trop tôt pour se prononcer sur le « succès » de ce « croissant chiite », il est néanmoins temps de s'interroger sur l'ampleur du rayonnement iranien sur ces pays de la région et sur sa capacité de déstabilisation.

---

<sup>37</sup> Titre emprunté au premier chapitre du livre de François Thual, « *Géopolitique du chiisme* », Edition Arléa, 2002.

<sup>38</sup> Op. cit. p.14.

<sup>39</sup> Pierre Pahlavi, « *La place du Chiisme dans la grande stratégie iranienne* », Géopolitique de la mer Noire : enjeux et perspectives, Défense nationale et sécurité collective, août –septembre 2008.

## 2. Le pan-chiisme et les outils de propagande

Après la révolution, le pays a misé dans les années 80 sur la solidarité religieuse pour favoriser la création d'États fondamentalistes. Une tentative vaine dans des sociétés majoritairement turcophones ou sunnites. L'Iran adoptera alors une approche plus pragmatique qui consista : « à dépolitiser sa politique religieuse et mettre en valeur ses autres atouts ethnoculturels »<sup>40</sup>. En d'autres termes, l'Iran va mettre sur pied différentes associations et développer des initiatives visant à le positionner comme un modèle de développement chiite. Cette machine diplomatique et religieuse est aujourd'hui menée de main de maître par l'ayatollah Khamenei grâce à différents outils.

**Le système des Bonyad** : il s'agit de consortiums de compagnies créées au lendemain de la Révolution islamique (constituées en grande partie grâce aux biens confisqués aux proches de la famille royale), qui – bien qu'imposables – sont, dans les faits, exemptées de taxes et qui servent à financer les activités politiques et paramilitaires pro-iraniennes. Elles rendent compte directement au Guide suprême. Les Bonyad ont des effectifs pléthoriques, très souvent corrompus. En l'absence de chiffres officiels, il est difficile de jauger leur influence mais les estimations les plus basses tournent autour de 20% du PIB iranien. Le meilleur exemple de réussite du système des Bonyads est certainement **la Fondation des Déshérités** qui est devenue l'une des plus riches du pays et qui fonctionne « *comme une holding de multinationale, à la tête de banques, de luxueux hôtels, des usines de Zamzam, le soda local, avec à la clef un quasi-monopole sur la plupart des eaux minérales et autres boissons vendues dans le pays, sans compter les multiples affaires réalisées avec l'étranger* »<sup>41</sup>. **La Fondation Astan-e Qods-e Razavi** a, quant à elle, pour tâche l'entretien du sanctuaire de l'imam Reza qui contrôle une centaine de sociétés présentes dans l'agroalimentaire, le textile, l'industrie pharmaceutique ou encore le pétrole. Initialement destinées à aider les opprimés et les déshérités, ces fondations les ont aujourd'hui oubliés. Celles-ci sont par ailleurs de véritables obstacles à la libre concurrence et fragilisent le système financier et bancaire.

**Autres institutions sous l'autorité du Guide suprême** : l'Organisation pour la Culture et les Relations islamiques (OCRI) – qui avait été mise en sommeil sous Khatami après avoir servi de couverture dans les années 90 en Bosnie – a été réactivée en 2006. Particulièrement active en Irak, elle rassemble autant des « humanitaires » que des services de renseignement et peut compter sur les milliers d'Iraniens des villes saintes de Nadjaf et Karbala (voir chapitre sur l'Irak infra).

**Les médias officiels** : ils jouent un rôle clef dans la propagation de l'idéologie du régime, de la « promotion de l'unité nationale » et de la « solidarité Islamique ». Selon le directeur de l'agence de presse *Fars* : « *Nous avons besoin de médias puissants pour être capables de nous battre contre l'invasion culturelle des pays occidentaux et de leurs médias. Ils veulent étendre par ce moyen leur dominance culturelle et économique sur le monde et dans de telles circonstances, nos médias ont un lourd et grand devoir* »<sup>42</sup>. Mais les médias officiels sont également chargés de la communication extérieure : les chaînes satellites *Press-TV*, *Al-Alam* et *Al-Kawthar* assurent le relais du prosélytisme des autorités au-delà des frontières de la République islamique. Ainsi, toutes les radios et télévisions émettant depuis le territoire iranien sont contrôlées par le pouvoir.

**Les écoles de théologie** : elles étudient notamment la question des relations idéologiques, théologiques et politiques de l'Iran avec les mondes chiites. Elles veillent également à tisser un réseau de solidarité transnational entre les dirigeants religieux iraniens et leurs

---

<sup>40</sup> Ibidem.

<sup>41</sup> Delphine Minoui, « *L'Islamo-business opaque des fondations iraniennes* », in *L'expansion.com*, le 1<sup>er</sup> octobre 2006.

<sup>42</sup> Agence internationale de presse coranique, Téhéran, le 25 mai 2007.

homologues de la région. En Irak, centre historique du chiisme, les écoles de théologie contrôlées par l'Iran veillent à pérenniser une prédominance désormais devenue prégnante. Et, comme l'explique P.-J. Luizard<sup>43</sup>, le mouvement terroriste de Moqtada al-Sadr est à la fois une contestation de l'occupation américaine et du magistère (*marja'iyya*) des grands ayatollahs souvent quietistes et de l'Iran, même si Qom reste le refuge de la plupart des leaders chiites contestataires et un lieu central.

Le guide suprême dispose, grâce à son statut de régent du chiisme, d'une position politico-religieuse clef lui permettant de diffuser l'influence iranienne au-delà des frontières. Il s'agit d'un système informel qui, comme l'explique Pierre Pahlavi : « *s'appuie sur l'institution centrale de la marja'iyya, ou direction spirituelle, à travers laquelle le message de Téhéran est diffusé à l'ensemble du clergé chiite duodécimain sans passer par les canaux officiels* »<sup>44</sup>. Mais l'Iran est également le protecteur de ces minorités sur lesquelles s'exerce une véritable fascination. A l'époque, le Shah d'Iran se présentait, lui aussi, comme le défenseur des croyants. Pour conclure, évoquons le fait que l'Iran n'a cessé, ces dernières années, de développer des accords culturels, mis sur pied des associations d'amitiés et, enfin, signé des accords commerciaux avec un certain nombre d'Etats arabes.

### **3. Un axe nécessaire pour l'Iran pour briser l'isolement**

Si, comme nous le verrons dans le prochain chapitre, bon nombre de minorités chiites recherchent auprès de l'Iran un allié et un partenaire, l'Iran n'est pas en reste non plus : il est lui aussi désespérément à la recherche d'alliés ! Idéalement positionné sur cette région du globe, l'Iran est au carrefour de trois zones : le Moyen-Orient, l'Asie centrale et le Golfe persique. Et, comme l'explique Thierry Dufour : « *le pays a vocation à rayonner dans l'ensemble du monde musulman. Il est depuis des siècles l'un des pays phares de la culture musulmane, l'un de ceux qui a donné à l'Islam ses plus grands savants, intellectuels ou artistes (...). L'histoire deux fois millénaire de la Perse donne à l'Iran le statut de très vieille civilisation* »<sup>45</sup>.

Une très vieille civilisation qui a aujourd'hui incontestablement besoin des communautés chiites. Ces dernières sont autant d'opportunités pour rompre l'encerclement sur la scène internationale auquel l'Iran doit faire face depuis plusieurs années. Un isolement dans lequel l'Iran s'est en partie lui-même placé et qui est très mal vécu non seulement par l'establishment politique et religieux mais aussi par la population elle-même. Nous l'évoquons dans l'avant-propos, la République islamique n'a, au lendemain de la révolution, rien fait pour s'attirer la sympathie de la communauté internationale. Au contraire, la nouvelle théocratie islamique défie, dès ses premiers jours, le monde occidental en affichant son mépris des règles internationales et sa détermination à vouloir exporter son modèle révolutionnaire. Soulignons enfin que la guerre Iran-Irak (1980-1988), au lendemain de la révolution, a traumatisé le « jeune régime ». Le soutien quasi inconditionnel de la communauté internationale envers le régime de Saddam Hussein tout au long du conflit a été très mal vécu.

De nos jours, cette situation d'isolement perdure encore et est perçue comme une menace non seulement contre l'identité mais aussi contre l'indépendance de l'Iran. De nombreux exemples viennent illustrer cette « mise au banc » des nations, en ce compris au sein du monde musulman<sup>46</sup>.

---

<sup>43</sup> Mervin Sabrina (dir.), « *Les mondes chiïtes et l'Iran* », Paris / Beyrouth, Karthala/IFPO, 2007.

<sup>44</sup> Pierre Pahlavi, op. cit.

<sup>45</sup> Thierry Dufour, « *L'influence de l'Iran au travers du chiïsme – Mode opératoire, succès et limites de la politique pro-chiïte iranienne* », [www.diploweb.com](http://www.diploweb.com), octobre 2006.

<sup>46</sup> Voir à ce propos l'épisode de l'île d'Abou Moussa et des îlots de la petite et grande Tomb, près du détroit d'Ormuz, Chapitre IV, - point 7)

Cet isolement diplomatique s'accompagne d'un isolement au sein de bon nombre d'organisations internationales tant politiques qu'économiques :

**A l'OMC :** après une première demande d'adhésion en 1996 suivie de 21 autres tentatives infructueuses, la candidature de l'Iran à l'OMC a finalement été acceptée grâce à la levée du veto des Etats-Unis en novembre 2006. Ce veto était imposé pour des raisons liées au dossier nucléaire iranien. Pour autant, l'Iran n'est pas encore membre à part entière de l'organisation car le processus est long et compliqué. De plus, les enjeux liés à la question nucléaire et l'intransigeance iranienne rendent l'adhésion définitive de l'Iran à l'OMC encore plus aléatoire. L'Iran aurait pourtant bien besoin de cette adhésion pour sortir progressivement de la sclérose d'une économie trop dépendante du pétrole et des subventions, et dépourvue d'un réel dynamisme interne.

**A l'OPEP :** si l'Iran est à l'initiative de la création de l'OPEP<sup>47</sup> en 1960 et est donc un pilier historique de l'organisation, la République islamique – souvent marginalisée au sein de l'OPEP et partisane d'un pétrole cher – a peiné ces dernières années à faire entendre sa voix face à une Arabie saoudite soucieuse de préserver le monde occidental contre une hausse trop importante du prix du baril de brut. Pourtant, en septembre 2007, l'Iran a remporté une petite victoire puisque les membres de l'OPEP ont finalement refusé de suivre les recommandations de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) qui représente les intérêts énergétiques des pays industrialisés. L'Iran avait appelé à ne pas voter une augmentation de la production prônée par l'AIE. La hausse de production demandée par l'AIE était équivalente à la production actuelle de l'Iran.

L'OPEP – dont de nombreux membres du Golfe persique craignent des représailles terroristes des mollahs chez eux – a donc décidé de ne pas suivre les recommandations de l'AIE. Cet épisode est une petite victoire pour Téhéran, mais un grand échec pour l'Arabie saoudite qui avait pourtant réussi à contrer le régime dans une autre tentative de faire monter le prix du jusqu'à 500\$ en janvier 2007 !

#### **4. Les mouvements et populations chiïtes face à la politique étrangère iranienne**

##### **a. Au Liban**

Le pays est occupé par la Grande-Bretagne et la France en 1941, suite à la débandade du régime de Vichy ayant laissé l'Axe occuper le Liban et la Syrie. La France libre finit par proclamer l'indépendance le 22 novembre 1943. Toutefois, il faudra attendre le « pacte national », conclu entre chrétiens maronites et les musulmans sunnites afin que l'indépendance soit effective. Le pacte national comporte deux clauses principales : les chrétiens doivent renoncer à la protection française et accepter l'indépendance, tandis que les musulmans abjurent l'unité arabe et, surtout, le rêve d'une « grande Syrie ». La deuxième clause est le maintien du confessionnalisme. Le pacte national prévoit que la présidence de la République revienne aux maronites (majoritaires), la présidence de la Chambre aux chiïtes et la présidence du conseil aux sunnites ; les autres communautés moins importantes obtiennent divers postes secondaires.

Cet équilibre, fragile, sera à plusieurs reprises ébranlé notamment lors de la crise régionale et nationale de 1958 quand le président libanais, Camille Chamoun, s'oppose à la politique de

---

<sup>47</sup> L'organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a été créée le 14 septembre 1960 lors de la Conférence de Bagdad à l'initiative du Shah d'Iran Mohammad Reza Pahlavi et du Venezuela. A ses débuts, l'organisation compte 5 pays : l'Arabie saoudite, l'Iran, l'Irak, le Koweït et le Venezuela.

Nasser (en conflit avec l'Occident). La présence palestinienne (des milliers de réfugiés palestiniens affluent au pays du cèdre après la guerre d'indépendance de 1948) au Liban deviendra vite la pierre d'achoppement de la vie politique : les « libanistes » qui réclament la suspension des opérations de fedayins ainsi que la restauration de l'autorité étatique s'opposent aux « arabistes » solidaires de la résistance qui lient leur destin à celui de leurs « frères » réfugiés au Liban.

Le 13 avril 1975, un attentat contre un bus fait une trentaine de victimes (essentiellement palestiniennes). De représailles en contre-représailles, le pays entier est bientôt incendié. La guerre civile libanaise vient de commencer.

- **La « revanche » des chiites libanais**

Après avoir été durant des siècles la minorité religieuse du pays du cèdre, les chiites voient leur position renforcée au lendemain de la guerre civile. Mais cette mutation s'est amorcée quelques années auparavant. En effet, dans les années 60, la croissance démographique pousse la population à émigrer vers Beyrouth, capitale et centre de pouvoir. Celle-ci devient petit à petit une ville à majorité maronite et chiite. L'abandon du nassérisme au profit d'une ligne politique plus marquée par le chiïsme viendra elle aussi renforcer la position de la communauté chiite au Liban. Comme l'explique Georges Corm : « *la montée en puissance démographique de la communauté chiite s'accompagnait d'une revitalisation de son identité, centrée sur le chiïsme duodécimain et, précisément, autour du haut clergé chiite* »<sup>48</sup>. Ce retour en force s'est accompagné d'un rapprochement entre le chiïsme libanais et le chiïsme iranien et ce, avant la Révolution iranienne de 1979. Bien qu'aucun recensement officiel n'ait été mené depuis 1932 (afin de ne pas exacerber les tensions communautaires), on estime généralement que les chiites seraient plus d'un million et représenteraient environ 30% de la population. C'est également la communauté qui connaîtrait le taux de natalité le plus élevé.

- **Le mouvement Amal et le Hezbollah**

**Amal** : le mouvement Amal, fondé en 1975, a comme but premier d'accroître suffisamment le rôle économique et politique des chiites afin de répondre à la domination palestinienne de la scène politique et sociale, y compris au Sud-Liban. Le mouvement Amal, au contraire de l'O.L.P. (Organisation de Libération de la Palestine), se veut porteur d'une légitimité libanaise et, bien qu'il supporte la cause palestinienne, ne peut accepter l'infiltration des villages chiites servant de base à la résistance palestinienne pour mener des opérations de terrorisme contre Israël. La concentration de Palestiniens a rapidement constitué une menace pour la communauté chiite en quête d'émancipation politique.

La guerre de 1982 donne à Amal l'opportunité tant attendue pour affirmer son pouvoir dans les zones chiites préalablement contrôlées par l'O.L.P. Cependant, Amal – malgré le soutien de la Syrie – se révèle inefficace et trop faible pour maîtriser les Palestiniens. La bataille de 1985 contre les Palestiniens de Beyrouth-Sud et les pertes importantes du côté chiite provoquent un tournant important pour le mouvement chiite qui se marginalise. L'infortune d'Amal s'explique en partie, comme nous le verrons dans les prochaines lignes, par l'émergence de son rival, le Hezbollah.

**Hezbollah** : le Hezbollah (parti de Dieu) libanais est, jusqu'au milieu des années 90, considéré tant par les opinions publiques que par les pays arabes comme une « *communauté iranienne au Liban* » ainsi que comme un « *instrument de la République islamique d'Iran au Proche-Orient* »<sup>49</sup>. Fondé en 1983 par une assemblée de plusieurs factions chiites fondamentalistes pour lutter pour la libération du Sud-Liban, il est soutenu par la Syrie et, bien entendu, par l'Iran dont s'inspire son idéologie et ses formes d'organisation. S'il joua un

---

<sup>48</sup> Georges Corm, « *Le Liban : les guerres de l'Europe et de l'Orient* », Gaillimard, Folio actuel, 1992.

<sup>49</sup> Al-Nahar, le 15 mars 2000.

rôle capital dans les affrontements dont le Liban fut le théâtre notamment dans les prises d'otages d'occidentaux, sa lutte s'orientera vers d'autres objectifs. Depuis 1985, il a véritablement remplacé l'O.L.P. dans la lutte contre l'Etat d'Israël.

A l'époque, le Hezbollah partage avec les forces palestiniennes non seulement de la condescendance pour l'Etat libanais mais aussi la volonté d'utiliser le Sud du pays comme base pour les attaques contre l'Etat Israël. Amal partage avec le Hezbollah le refus de l'occupation sioniste au Liban. Pour le reste, les deux mouvements s'opposent essentiellement sur deux points. Premièrement, le Hezbollah entend mener la lutte jusqu'à la destruction de l'ennemi juif et la reconquête de Jérusalem. Amal, protecteur des chiites, a, quant à lui, une vision plus modérée que son « rival » et entend mener sa lutte contre Israël à l'intérieur des frontières du Liban. Deuxièmement, le fondamentalisme religieux et l'instauration d'une République islamique au Liban sont en totale contradiction avec l'idéologie du mouvement Amal qui base son action sur la rénovation des institutions étatiques et qui tente d'accorder une place plus importante à la communauté chiite au Liban. Les premières années, ces considérations « idéologico-politiques » sont occultées pour mener le combat contre l'Armée du Sud-Liban et Israël.

L'organisation du Hezbollah est pyramidale : à la tête, un conseil de 7 membres (*choura el-qara*), un bureau politique et un conseil exécutif. Ensuite, viennent les régions, les sections, les syndicats et, bien sûr, la mobilisation populaire de base. Depuis la fin de la guerre civile, face aux carences de l'Etat libanais, l'organisation a échafaudé dans nombre de quartiers et régions des missions locales. Les succès de ces dernières ont largement contribué au développement de son influence. Le Hezbollah intervient ainsi dans de nombreux domaines tels que l'éducation, les infrastructures hydrauliques et électriques, le secteur hospitalier, etc. Le Hezbollah se scinde en plusieurs « ailes » qui se supportent les unes les autres. L'aile sociale au Sud-Liban aidait la branche militaire à établir un réseau de recrutement tandis que l'aile politique prenait avantage du chaos institutionnel ambiant pour s'affirmer en tant que parti politique et finalement s'imposer comme une force incontournable de la scène politique libanaise.

#### ▪ **Hassan Nasrallah, le leader incontesté du Hezbollah**

Des années 1940 à 1960, les idées nationalistes arabes et de gauche s'organisent et séduisent toute une génération. Hassan Nasrallah est né en 1960 dans les faubourgs de Beyrouth, sa famille est originaire du village de Bazourieh, près de Tyr au Sud-Liban. Tout en étudiant au Lycée de Tyr, il milite dans les rangs du mouvement Amal dont il deviendra ensuite le responsable local à Bazourieh. Après une formation religieuse en Irak, il s'en fera expulser en 1978 suite à son activisme religieux avec les khomeynistes. Il quitte Amal après l'invasion israélienne et fonde avec d'autres militants le Hezbollah.

Hassan Nasrallah a su s'imposer comme chef de la résistance. Il a également réussi à faire en sorte que la mobilisation transcende la communauté chiite pour s'étendre à l'ensemble de la société libanaise, que la résistance devienne le ciment de l'unité nationale. En 1997, il crée les Brigades libanaises pour la résistance contre l'occupation israélienne (B.L.R.O.I.), une structure non confessionnelle et non partisane proposant tant aux chiites qu'aux Libanais d'autres confessions d'intégrer une structure militaire pour mener la lutte armée contre Israël. Comme le souligne Caroline Donati : « *Si le succès relatif de cette formule témoigne des limites de la capacité d'ouverture d'un parti marqué par sa filiation idéologique et religieuse à l'Islam chiite et à l'Iran, pour autant le Hezbollah bénéficie d'un ascendant réel sur la population libanaise* »<sup>50</sup>.

---

<sup>50</sup> C. Donati, « *Le Liban sud : le retrait israélien* » in Maghreb-Machrek, Paris, avril-juin 2000, n°168, p. 131.

Ces dernières années, Hassan Nasrallah a su abandonner le projet – du moins dans ses discours – d’une République islamique afin d’insérer son parti dans le système politique du Liban, tout en maintenant l’unité de la communauté chiite et en renforçant son influence.

## **b. En Irak**

L’Irak est le berceau du chiisme puisque c’est là que sont concentrés ses principaux lieux saints. La deuxième guerre du Golfe a débarrassé l’Iran de son pire ennemi et lui a permis de recouvrer en Irak des capacités d’action dont aucun autre pays de la région ne peut se prévaloir. En effet, si durant les trois premières semaines du conflit, l’Iran s’est proclamé « neutre », il ne faudra guère attendre très longtemps pour assister à l’infiltration d’opposants irakiens en Iran et d’agents iraniens vers l’Irak. Comme le souligne Mahammad Reza Djalli : « *l’entremêlement des destins de l’Iran et de l’Irak s’explique par la conjonction d’un certain nombre de facteurs géographiques, historiques, religieux et politiques* »<sup>51</sup>, et, depuis plusieurs siècles, la domination des lieux saints chiïtes en Irak est un enjeu majeur pour les deux nations. Ceux-ci attirent chaque année des milliers de pèlerins et de nombreux Iraniens se sont d’ailleurs installés en Irak. Les tensions entre les deux pays se sont cristallisées autour de la frontière marquant la séparation entre l’ancien Empire ottoman et l’Empire perse. Le tracé de cette dernière, longue de près de 1500 km, est d’ailleurs aujourd’hui la résultante des rapports de force entre l’Iran et l’Irak.

Depuis 1932 (date de l’indépendance de l’Irak), les deux pays n’ont presque jamais entretenu de relations cordiales. Pourtant, la situation ne dégénérera qu’après la chute du Shah et l’arrivée des Mollahs au pouvoir en 1979. En 1980, Saddam Hussein, poussé ou soutenu par la France et les Etats-Unis, lance l’Irak dans une guerre fratricide longue de 8 années contre l’Iran qui se soldera par des centaines de milliers de morts et un coût exorbitant.

### **▪ Les interactions iraniennes en Irak**

Appréhender la question de l’interférence iranienne en Irak nous renvoie à la façon dont interagissent une multitude de centres de décisions iraniens (le président, le Guide suprême, les grands ayatollahs, la garde révolutionnaire, etc.)<sup>52</sup>. Autant d’acteurs qui n’ont pas toujours le même agenda politique et qui peuvent même parfois se neutraliser. Quoiqu’il en soit, depuis le déclenchement de la deuxième guerre du Golfe, l’influence de l’Iran en Irak est incontestable et ce, sur de nombreux tableaux. Cette influence, à la lumière de nombreux rapports militaires américains, britanniques, de témoignages d’agents irakiens et iraniens, apparaît avoir été planifiée minutieusement et ce, bien avant l’invasion américaine.

Le chiisme, nous l’avons déjà souligné, est indubitablement le levier d’action naturel de l’Iran en Irak puisque la population irakienne compte environ 60 à 70% de chiïtes. Pour autant, ces derniers ont toujours été en situation de minorité politique en Irak. Ce lien privilégié – qui s’est renforcé durant les deux dernières décennies – atteint son paroxysme aujourd’hui. Le très influent ayatollah al-Sistani, qui est né en Iran et qui y a résidé durant plusieurs années, n’est qu’un exemple de la collusion permanente entre l’Iran et une bonne partie des leaders religieux chiïtes de la région de Bassorah. Juliana Daoud Yusu, rédacteur en chef du quotidien *al-Manar* à Bassorah expliquait en 2005 : « *Nous voyons l’interférence de l’Iran dans toutes sortes d’affaires ; la fermeture de night clubs, la disparition de magasins d’alcools (...) Ils profitent de l’absence de gouvernement, et ils le font d’une façon très planifiée* »<sup>53</sup>. Les « religieux » procèdent aussi au contrôle permanent des mœurs (maquillage, tenue vestimentaire, restriction du droit des femmes, etc.). Autour des lieux

---

<sup>51</sup> Mahammad Reza Djalli, « *L’après-Saddam : espérances et incertitudes iraniennes* », Politique étrangère 3-4/2003, p.568

<sup>52</sup> Voir supra : l’Iran des mollahs

<sup>53</sup> Tob Robberson, « *Iranian influence raises anxiety in southern Iraq* », The Dallas Morning News, August 3, 2005.

saints, c'est une véritable propagande chiite qui s'opère au travers de drapeaux iraniens trônant sur les mosquées, de la distribution de symboles religieux iraniens (livres, cd-rom) ou encore de la promotion de la langue perse.

Ce sont des dizaines de milliers d'Iraniens qui vivent dans les villes saintes de Nadjaf et Karbala et des centaines de milliers d'autres qui, chaque année, font un pèlerinage vers les lieux saints irakiens : pèlerins, agents de renseignement ou terroristes iraniens, la perméabilité de la frontière Iran-Irak permet toutes les infiltrations. Une fois installés en Irak, ces « agents iraniens » – qui disposent déjà d'un important vivier de collaborateurs potentiels chez les « doubles-nationaux » et chez les chiites irakiens – ont largement procédé ces dernières années, soit par la rétribution, soit par la force, au recrutement d'auxiliaires irakiens pour asseoir leur domination. Quant à la police irakienne – impuissante devant l'ampleur de cette influence – elle n'a bien souvent, malgré la relative restructuration de ses services, comme seule alternative que l'attentisme.

La garde révolutionnaire a acquis dès le lendemain de la guerre Iran-Irak un rôle important sur la scène politique irakienne tant au travers d'opérations de propagande que d'actions violentes sur le terrain. Peu avant l'invasion américaine de mars 2003, la garde révolutionnaire s'est repositionnée pour renforcer la frontière avec l'Irak et occuper ensuite le vide laissé par l'effondrement du régime. Opérant grâce à des couvertures diplomatiques ou humanitaires (ONG, Croissant rouge, etc.), la garde assure la formation militaire et le soutien logistique au Hezbollah et aux insurgés irakiens.

Ces dernières années, cette « collaboration » s'est traduite par la fourniture d'équipements militaires et de communications aux groupes terroristes chiites tels que le groupe d'Abu Mustafa al-Sheibani. Ce dernier, créé de toute pièce par la garde révolutionnaire, est à la tête d'un réseau d'insurgés qui a commis en 2005 et 2006 des attaques d'envergure employant, entre autres, des armes létales jusqu'alors non utilisées par les insurgés. Abu Mustafa al-Sheibani figure sur la liste noire des Etats-Unis depuis janvier 2008.

#### ▪ **Le Hezbollah irakien**

Comme l'explique Laurence Louër : « *Des groupuscules dont la nature reste difficile à cerner ont régulièrement revendiqué le label "Hezbollah" depuis les années 1980, mais ce n'est le cas d'aucun acteurs centraux du champ Islamiste chiite* »<sup>54</sup>. Pourtant, il existe bel et bien un groupe présentant toutes les caractéristiques d'un Hezbollah irakien. Ce dernier a été créé en 1982 à l'instigation de l'Iran. Il était initialement voué à fédérer les divers mouvements de la résistance irakienne. Son organisation interne, la formation de ses cadres et de ses miliciens assurée par les pasdarans et sa reconnaissance de l'autorité d'Ali Khamenei en font un mouvement à tout point similaire du Hezbollah libanais dirigé par Hassan Nasrallah. Au travers d'opérations terroristes, et toujours à la demande de l'Iran, le Hezbollah irakien n'a cessé de contribuer à neutraliser les opérations des forces de la coalition visant à créer un mouvement d'opposition à l'Iran en Irak. L'armée du Mahdi, organisée différemment du Hezbollah – avec une autorité flottante – s'était elle aussi rangée aux côtés de l'Iran, et son leader Moqtada al-Sadr avait déclaré en 2004 que son mouvement s'était allié avec le « fondé de pouvoir de l'Iran ». Quoiqu'il en soit, le mouvement terroriste pro-iranien ne s'est pas contenté d'actions violentes. A l'instar de la tactique utilisée au Sud-Liban, il a séduit et recruté une population aux abois par l'intermédiaire d'œuvres de charité ou incité aux attentats par l'intermédiaire de la chaîne de télévision *al-Manar*.

#### **c. En Syrie**

La Syrie jouit d'une grande diversité ethnique bien qu'elle soit majoritairement sunnite. Près de 80% de la population est d'obédience sunnite avec des minorités druzes et alaouites à

---

<sup>54</sup> Laurence Louër, « *Chiisme et politique au Moyen-Orient – Iran, Irak, Liban, Monarchie du Golfe* », Collections Mondes et Nations, Editions Autrement, 2008, p. 66.

leurs côtés. L'islam syrien demeure tout de même tolérant puisque les chrétiens ne sont pas inquiétés. D'ailleurs, les années 50 et 60 ont connu un mouvement de laïcisation des milieux citadins et éduqués du pays.

Longtemps sous influence française, Damas a dû attendre 1946 pour déclarer son indépendance. En effet, ce ne sont pas les premières élections parlementaires qui ont émancipé la Syrie en 1932 puisque les candidats furent choisis, au préalable, par Paris.

Les lendemains de l'indépendance furent marqués par une instabilité politique constante qui ne prit fin qu'avec l'accession au pouvoir de feu Hafez El-Assad lors d'un coup d'Etat en 1970. Devenu chef de l'Etat, Assad décide de placer les bases pour une stabilité institutionnelle ; ceci par le biais d'une constitution, d'une assemblée du peuple.

La politique étrangère syrienne s'est majoritairement focalisée sur ses voisins de la région. Ses relations avec Téhéran n'ont réellement pris forme que lors de tensions au milieu des années 70 entre le président syrien et le raïs de Bagdad, Saddam Hussein.

En l'espace de quelques années seulement, la relation d'abord stratégique entre Damas et Téhéran s'est rapidement transformée en une relation de seigneur à vassal. Certes, le régime alaouite de Bashar El-Assad est dépendant économiquement de son grand frère iranien mais cette dépendance a très vite ouvert la porte à une domination idéologique omniprésente dans toute la Syrie par l'intermédiaire d'instituts culturels et religieux iraniens. Les *Pasdarans* ont également infiltré l'armée syrienne.

Si l'Iran joue un grand rôle de soutien envers le Hezbollah, la Syrie n'est pas en reste non plus. Tant son appui politique que militaire sont devenus une nécessité au fil des ans pour les activités du Hezbollah au Sud-Liban.

Le Hezbollah, dans ses relations avec la Syrie, bénéficie de 3 atouts :

- Son intégration dans la communauté chiite et sa capacité de mobilisation, grâce à sa discipline et ses méthodes d'implantation clandestine.
- L'interdiction par Israël de la présence de l'armée syrienne au sud du Litani.
- Le soutien d'une partie importante des milieux dirigeants iraniens, auxquels la Syrie ne souhaite pas s'affronter »<sup>55</sup>.

En outre, le Hezbollah dépend de la Syrie de différentes façons. En effet, la principale voie d'accès qui permet l'acheminement des armes passe par la Syrie. D'autre part, le Hezbollah doit une grande partie de sa légitimité au Liban à la Syrie. Cette dernière dissuade le gouvernement libanais d'enrayer la prédominance politique du Hezbollah. Enfin, il bénéficie de l'accompagnement et du soutien politique des autorités de Damas.

Si la Syrie soutient le « parti de Dieu » depuis les Accords de Taëf<sup>56</sup>, ils n'ont pas pour autant constamment partagé les mêmes positions. Ainsi, durant la guerre des camps (1984-1987), le Hezbollah ira jusqu'à l'affrontement avec l'armée syrienne soutenant le mouvement Amal. Quoiqu'il en soit, cette dépendance permet à la Syrie d'instrumentaliser le Hezbollah pour servir ses propres intérêts, même si de nombreuses divergences idéologiques peuvent mener ces deux acteurs à un désaccord sur les buts, la stratégie et la tactique.

---

<sup>55</sup> E. Kheir, « *La longue marche du Hezbollah : du refus global à l'intégration* » in *Le Débat Stratégique*, mars 2000, n°49, CIRPES, Paris, p. 2.

<sup>56</sup> L'accord de Taëf signé le 22 octobre 1989 abolit le pacte national de 1943 en amenuisant les pouvoirs du chef de l'Etat, du Premier ministre et président de l'Assemblée. Cet accord fixe l'abandon du communautarisme politique comme objectif national essentiel. Cet accord implique le désarmement des milices et le regroupement des troupes syriennes dans la plaine de la Bekaa.

En effet, les plates-formes idéologiques sont presque antagonistes. La doctrine du Hezbollah est basée sur un fondamentalisme religieux extrême tandis que l'establishment syrien est athé, socialiste et nationaliste.

La Syrie préfère atteindre un but plus pragmatique (le retrait d'Israël du plateau du Golan) par la négociation en reconnaissant le danger d'une escalade du conflit au niveau régional. Ce sont ces différences qui, toujours selon Shmuel Gordon, expliquent les risques encourus par le Hezbollah dans sa dépendance vis-à-vis de la Syrie.

D'autre part, des oppositions sont également apparues entre les deux protecteurs du mouvement chiïte. En 1999, le gouvernement de Damas, qui souhaitait une trêve pour permettre au gouvernement d'Ehoud Barak de relancer le processus de paix, réagit de façon musclée à l'égard de Téhéran qui venait d'instiguer le Hezbollah à l'escalade. Cette dernière entraîna d'ailleurs de violentes représailles israéliennes sur des objectifs libanais.

Ces derniers mois, les deux nations ont opté pour un « dialogue critique » ; Syriens et Iraniens ont tablé sur la victoire de Barack Obama car le candidat démocrate permettait une ouverture après une période de diabolisation engendrée par les Républicains. Téhéran pourtant demeure très critique quant à l'ouverture diplomatique faite par les Américains envers Damas car les Iraniens perdraient un de leurs plus précieux alliés dans la région. Les récentes déclarations du vice-président iranien, Parviz Davoudi, qui a appelé la Syrie à davantage de prudence vis-à-vis des ennemis ne sont pas anodines et arrivent à un moment où la politique étrangère syrienne connaît une sorte de frémissement : prise de contact avec l'Arabie saoudite, rabibochage au moins relatif avec l'Égypte et souhait des Américains de tester la bonne volonté des Syriens<sup>57</sup>. On le constate clairement, l'Iran ne désire pas que les « ouvertures internationales » envers la Syrie ne viennent l'esseuler davantage.

## IV. L'islam révolutionnaire, le terrorisme d'Etat et le terrorisme

### 1. Le terrorisme d'Etat

Nous l'évoquions dans notre introduction, dès le lendemain de la Révolution islamique, le régime des mollahs n'a cessé de « mettre de l'huile sur le feu » au plan international. L'épisode de la prise d'otages à l'ambassade américaine et l'épisode des otages détenus au Liban sont, à cet égard, révélateurs.

Après avoir démontré que le Hezbollah n'était en définitive que le bras armé de l'Iran, chargé de remplir les missions terroristes que Téhéran ne peut assumer sans risquer de se mettre – un peu plus encore – au ban de la communauté internationale, il nous semblait intéressant de livrer ci-dessous une liste non exhaustive des attentats et attaques perpétrés par le parti de Dieu (et (in)directement par l'Iran) dans les années 80 et 90 <sup>58</sup> :

- **23 octobre 1983** à Beyrouth : attentats suicides contre la force multinationale d'interposition qui tente de mettre fin à la guerre : 248 marines américains et 58 parachutistes français sont tués.
- **Mars 1984** : enlèvement ciblé du chef d'antenne de la CIA à Beyrouth. William Francis Buckley mourra après 15 mois de détention et de tortures.
- **Janvier 1985** : assassinat de deux sous-officiers français à Beyrouth ;

---

<sup>57</sup> Tariq Al-Homayed, « *Rififi entre Damas et Téhéran* », Courrier International, Jeudi 12 mars 2009, p.25

<sup>58</sup> Cette liste est empruntée à la note d'analyse rédigée par Claude Moniquet et Dimitri Delalieu : « *Le Hezbollah, organisation terroriste et bras armé de Téhéran au Proche-Orient* », Note d'analyse ESISC, le 23 juillet 2006 in [www.esisc.org](http://www.esisc.org)

- **1985** : début de la campagne d'enlèvements qui recevra dans les médias occidentaux l'appellation générique d'affaire des Otages du Liban et qui concerne, entre autres, des journalistes, diplomates et chercheurs américains, français ou anglais. Le journaliste Terry Anderson restera otage le plus longtemps : enlevé le 15 mars 1985, il ne sera libéré qu'en décembre 1991.
- **14 juin 1985** : détournement à Athènes d'un Boeing de la TWA effectuant la liaison Athènes-Rome. Le ressortissant américain Robert Stehem sera assassiné au cours de cette prise d'otages qui se terminera le 30 juin.
- **1985-1986** : une campagne d'attentats en France, commanditée par l'Iran, coordonnée par le Hezbollah et exécutée par une cellule locale (groupe Fouad Saleh) fait 10 morts et 40 blessés. Au terme de son instruction, le juge anti-terroriste Gilles Boulouque aura identifié et inculpé 17 membres du Hezbollah.
- **13 janvier 1987** : arrestation de Mohammed Ali Hamadé, à Francfort, avec 9 litres d'explosif liquide puissant, le nitrate de méthyle.
- **17 et 20 janvier 1987** : enlèvement à Beyrouth, de deux ressortissants allemands, Rudolf et Alfred Schmidt (tous deux libérés en 1988).
- **26 janvier 1987** : arrestation à l'aéroport de Francfort de Abbas Hamadé, frère de Mohammed, lui aussi en possession de plusieurs litres de nitrate de méthyle.
- **17 février 1988** : détournement du vol 422 des *Kuwait Airways* au départ de Bangkok. Le détournement durera 16 jours et coûtera la vie à deux passagers.
- **17 mars 1992** : attentat suicide contre l'ambassade israélienne à Buenos-Aires (29 morts et 220 blessés).
- **18 juillet 1994** : attentat suicide contre le Centre communautaire juif de Buenos Aires (86 morts et 250 blessés).
- **27 et 28 juillet 1994** : attentat contre le siège d'organisations juives et contre l'ambassade d'Israël à Londres (20 blessés).

En mai 2003, Louis Freeh, l'ancien directeur du FBI livrait au *Wall Street Journal*<sup>59</sup> quelques détails sur l'enquête de l'attentat au camion piégé contre les Tours Khobars en Arabie saoudite, qui avait tué 19 Américains le 26 juin 1996. Selon lui, l'opération a été organisée, financée et coordonnée en Iran par les services de sécurité, le corps des *Gardiens de la révolution* et le ministère des Renseignements.

Quant aux attentats perpétrés en Turquie, le *Daily Telegraph*<sup>60</sup> rapportait en 2003 qu'un des poseurs de bombe des deux attentats terroristes à Istanbul qui avaient fait 24 morts, s'était rendu plusieurs fois en Iran pour y suivre un entraînement à l'explosif.

La guerre contre le terrorisme lancée par les Américains et leurs alliés au lendemain des attentats perpétrés par al-Qaïda a accru un peu plus encore le sentiment d'isolement que nous décrivions précédemment<sup>61</sup>. En effet, un rapide coup d'œil sur la carte de la région indiquant les différentes bases militaires américaines suffit à n'importe quel observateur pour se rendre compte à quel point l'Iran est littéralement encerclé. Du stationnement massif

<sup>59</sup> Wall Street Journal, le 20 mai 2003.

<sup>60</sup> Daily Telegraph, le 1 décembre 2003.

<sup>61</sup> Voir Chapitre II, paragraphe 3 : Un axe nécessaire pour briser l'isolement.

de troupes américaines en Irak et en Afghanistan aux accords militaires de défense que l'Arabie saoudite, le Koweït, le Bahreïn, Oman et les Emirats Arabes Unis ont signé avec les Etats-Unis, l'encerclement de la République islamique est une réalité.

Mais cet état de fait n'est-il pas simplement la conséquence d'une politique extérieure axée sur la défiance envers le monde occidental et la volonté obsessionnelle d'attaquer qui l'accompagne, sur la pratique du terrorisme d'Etat et enfin sur la promotion du terrorisme par l'intermédiaire de différents mouvements ?

## **2. L'attentat suicide : un modèle iranien largement « exporté »**

Le 29 septembre 2005, le nouveau ministre de la Défense iranien, le général Mostafa Mohammadi-Nadjar, annonce officiellement ce que d'aucun savait depuis longtemps : l'Iran entraîne des kamikazes ! Lors d'un rassemblement des *Pasdaran* à Téhéran, celui qui a été le premier commandant de la force du Moyen-Orient des *Gardiens de la révolution* dans les années 80 et qui a personnellement supervisé l'attentat suicide à Beyrouth en 83 qui a coûté la vie à 241 soldats américains déclare : « *Une nation dotée de l'esprit de dévotion, de sacrifice et de martyre n'a pas besoin d'arme atomique et peut utiliser ses forces dévouées pour résister à l'ennemi et neutraliser ses menaces* »<sup>62</sup>.

En octobre 2005, c'est un haut gradé des *Gardiens de la révolution*, le général Mohammad Kossari, qui explique : « *Nous connaissons tous les points sensibles des ennemis et ce que nous devons faire contre eux. Aujourd'hui nous avons des volontaires pour le martyre qui sont prêts à frapper ces points sensibles* »<sup>63</sup>.

Depuis, les déclarations de hauts responsables militaires ou politiques iraniens dans ce sens n'ont cessé de se multiplier. Comme le souligne Laurent Artur du Plessis : « *L'Etat iranien est, depuis la défaite du Japon en 1945, le premier Etat à préconiser officiellement cette forme d'attentat et à recruter à grande échelle des apprentis kamikazes qu'il forme* »<sup>64</sup> et de prédire que : « *L'Iran va occuper une position de premier plan dans la guerre Islam-Occident, en tant qu'Etat cadre du terrorisme kamikaze* »<sup>65</sup>. Aujourd'hui, Téhéran dispose d'une école de martyrs ainsi que d'un musée dédié au culte des kamikazes !

## **V. Quelles politiques de voisinage avec les pays arabes**

Après avoir renoncé à exporter son modèle révolutionnaire en suscitant une large adhésion des « masses musulmanes », le régime de Téhéran n'a toutefois pas tourné le dos à sa politique de déstabilisation d'un monde arabe sunnite qu'il juge être une menace à son égard. Usant tout à la fois, ou alternativement, des armes du terrorisme et de la subversion, Téhéran s'emploie de manière ininterrompue, depuis trente ans, à saper l'autorité dans nombre de pays arabes.

### **1. L'exemple du Maroc**

#### **a. Iran/Maroc : deux conceptions de la politique étrangère – D'un antagonisme à une opposition et à une tentative de déstabilisation ?**

Nous l'avons souligné à maintes reprises déjà, l'Iran a été particulièrement actif ces dernières années pour faire la promotion de sa république théocratique. Au Maghreb et particulièrement au Maroc, un dialogue s'est instauré entre des partis politiques et des

<sup>62</sup> « *Le ministre de la Défense confirme que l'Iran entraîne des Kamikazes* » in Iran Focus, le 29 septembre 2005.

<sup>63</sup> Agence de presse ILNA, le 11 octobre 2005.

<sup>64</sup> Laurent Artur du Plessis, « *L'Iran dans la 3<sup>e</sup> Guerre mondiale* », Jean-Cyrille Godefroy, 2005

<sup>65</sup> Ibidem.

représentants officiels des mollahs. Cet « activisme » – plus politique que religieux – a été toléré par les autorités pour autant qu’il ne menaçait pas les intérêts fondamentaux du royaume. Or, nous le verrons plus loin, l’épisode du Bahreïn en mars 2009 conduira finalement à la rupture des relations diplomatiques entre l’Iran et le Maroc. Si cette décision est sans conteste la conséquence de l’« *attitude irrespectueuse* » de la République islamique à son égard, il apparaît également que le Maroc s’est déclaré : « *excédé par les ingérences inacceptables et continues de l’Iran dans ses affaires internes* ». Les autorités marocaines ont, selon toute vraisemblance, saisi cette opportunité pour s’affranchir d’une liaison désormais devenue dangereuse.

Le royaume chérifien a entretenu des relations privilégiées avec l’Iran à l’époque du shah jusqu’à son renversement en 1979. Après la révolution, les autorités marocaines ont longuement traîné avant de reconnaître la République islamique d’Iran puisque les relations n’ont finalement été normalisées que vers la fin des années 1990 en échangeant des ambassadeurs. En février 2008, le Maroc et l’Iran officialisaient « des liens d’amitiés et des accords de coopération » avec Téhéran. Pourtant, depuis plusieurs années, les services de renseignement et de sécurité marocains pointent du doigt les connexions entre l’Iran et les réseaux intégristes qui menacent le pays. La *force al-Qods* a été chargée de recruter et d’envoyer en Iran des Marocains qui, une fois de retour dans leur pays après leur formation en Iran, seront capables d’y propager l’idéologie des mollahs.

Le *modus operandi* de l’Iran au Maroc – comme dans d’autres pays du Maghreb – est relativement « simple » et efficace. Téhéran tente d’abord de relancer les relations bilatérales en mettant l’accent sur les liens privilégiés qui unissent leur deux pays, le régime souligne ensuite l’importance d’organiser des flux touristiques, de développer les relations culturelles et économiques. Pour conclure, il infiltre des forces qui vont développer des réseaux intégristes et vont veiller à ce que l’idéologie se propage. Le Maroc, bien entendu, est aussi une formidable « porte d’entrée » pour les agents des mollahs vers la France et, plus largement, vers l’Europe.

Au Maroc comme ailleurs, le terrorisme a été utilisé par les mollahs.

En juillet 2007, la police marocaine arrêta, lors d’un raid à Casablanca, Saad Al-Hosseini, dit « le chimiste », soupçonné d’avoir joué un rôle dans les attentats de Casablanca en mai 2003. Lié à al-Qaïda, al-Hosseini était passé par l’Afghanistan mais il avait également séjourné en Iran avec plusieurs membres de son réseau.

En 2008, les autorités marocaines démantelaient un vaste réseau islamiste dont le chef, Abdelkader Belliraj, possédait la nationalité marocaine et belge. Ce dernier, apparemment impliqué dans de nombreux assassinats en Belgique à la fin des années 80, aurait également joué un rôle clef dans la préparation d’attentats terroristes en Afrique du Nord. Lié au Groupe islamique combattant marocain (GICM), au Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC algérien), le mouvement d’Abdelkader Belliraj aurait également été en contact étroit avec des responsables islamistes « modérés » du parti al-Balil al-Hadari (« Alternative Civilisationnelle », créé en 2002 et officiellement reconnu par les autorités en 2005, il est le premier parti politique islamiste créé au Maroc) qui aurait entretenu des relations avec des milieux chiïtes iraniens. L’enquête sur le réseau Belliraj conduira finalement les autorités marocaines à dissoudre le parti en février 2008. La peine de mort a finalement été requise, début juin 2009, par le procureur du tribunal antiterroriste de Salé, près de Rabat, contre Abdelkader Belliraj, accusé d’avoir dirigé un réseau terroriste de 35 membres au Maroc et à l’étranger.

## **b. Rupture des relations diplomatiques**

Mi-février 2009, à l’occasion de la commémoration de la Révolution islamique iranienne, Ali Akbar Nateq-Nouri, l’ancien président du Parlement iranien et actuel conseiller du Guide

suprême, déclare que le Bahreïn appartient à l'Iran en le qualifiant de « 14<sup>ème</sup> province iranienne ».

Cet incident – non sans rappeler la déclaration irakienne qui avait précédé l'invasion du Koweït – a suscité un tollé de protestations dans le monde et ce, malgré le message destiné à apaiser les tensions et adressé peu après l'incident par le président iranien Mahmoud Ahmadinejad au roi de Bahreïn, Hamad Bin Aïssa al Khalifa. Le divorce sera prononcé le 6 février dernier, dix jours après avoir rappelé, pour consultations, son chargé d'affaires par intérim à Téhéran. Le communiqué officiel explique : « *Le royaume du Maroc a décidé la rupture, à partir de ce vendredi, des relations diplomatiques avec la République islamique d'Iran* ». Mais cette décision ne peut s'expliquer par le seul fait des tensions nées entre Téhéran et le Bahreïn.

En effet, dans la gradation des relations diplomatiques<sup>66</sup>, la rupture de ces dernières entre deux Etats est un acte extrême qui intervient généralement juste avant la déclaration de guerre. Et si le Maroc a bel et bien rappelé durant 10 jours son chargé de mission, il n'en demeure pas moins qu'il disposait encore d'une panoplie de moyens afin de faire passer son message à Téhéran sans pour autant rompre les relations diplomatiques. Un acte fort s'il en est et qui entend montrer la détermination du Maroc face à ce que beaucoup de pays arabes définissent désormais ouvertement comme le « défi iranien ».

### **c. Contestation du rôle de Commandeur des croyants du roi du Maroc**

Au Maroc, l'islam est religion d'Etat, le roi assume le rôle de Commandeur des croyants (*Amir Al Mouminine*). Ce magistère – qui le distingue dans le monde islamique – découle d'une prérogative tant religieuse que constitutionnelle et qui consacre le souverain comme garant de l'équilibre spirituel de son pays. Si l'Iran a tenté de renforcer ses relations avec le Maroc au nom de la « *Umma islamique* », il n'en demeure pas moins que la constitution des mollahs ne reconnaît pas les frontières géographiques.

Depuis 2004, on a assisté à une véritable politique d'entrisme et d'intervention iranienne dans les affaires du Maroc. La reprise de l'activisme de la diplomatie iranienne, de façon directe ou indirecte, afin d'encourager la propagation du chiisme (publications et diffusion d'ouvrages, promotion de centres culturels, etc.) a été prégnante. Cette ingérence et ce prosélytisme religieux chiite qui se sont implantés peu à peu au Maroc ont été perçus comme des menaces puisqu'ils concurrencent directement le rite sunnite malékite, pratiqué depuis toujours au Maroc et incarné par le souverain.

Un communiqué du ministère des Affaires étrangères du Maroc évoquera au lendemain de la rupture des relations diplomatiques : « *la tentative de l'Iran de menacer l'unicité du culte musulman au Maroc et du rite malékite sunnite dont est garant le roi Mohammed VI* ». « *Ce type d'actions (...) constituent une ingérence intolérable dans les affaires intérieures du royaume et sont contraires aux règles et à la déontologie de l'action diplomatique* », précise le communiqué officiel publié sur le site Internet de l'agence officielle MAP.

## **2. L'exemple de la Tunisie : Bourguiba, un homme à abattre ?**

En mars 1987, le gouvernement tunisien rompt ses relations avec la République islamique d'Iran en raison d'« activités subversives » menées par l'ambassade iranienne à Tunis. A cette époque, les autorités de Tunis accusèrent la représentation diplomatique iranienne de soutenir des islamistes qui s'opposent au président Bourguiba. Ce dernier était résolument tourné vers l'Occident. Dès 1956, il promulgue l'avant-gardiste code du statut personnel qui interdit la polygamie et remplace la répudiation par une procédure de divorce judiciaire. Il légalisera ensuite la pilule contraceptive et l'avortement et ce, bien avant bon nombre de pays

---

<sup>66</sup> Jean Salmon, « *Manuel de droit diplomatique* », Bruylant, Editions Delta, 1996.

européens. Les milieux islamiques et conservateurs (l'Iran en premier plan) se sentent menacés par la modernité et la souplesse de cet homme d'Etat vis-à-vis de l'islam. Les relations entre les deux Etats ne seront renouées qu'en septembre 1990 au nom de « la solidarité islamique et de la charte des Nations unies ». A cette époque, la Tunisie n'est pas le seul pays à rompre ses relations avec l'Iran. La Mauritanie et le Sénégal mettent aussi fin à leurs relations avec la République islamique au milieu des années 80 pour « ingérence dans leurs affaires internes ».

### **3. L'exemple de l'Arabie saoudite**

#### **a. La diplomatie nouvelle de Riyad à l'égard de Téhéran**

Ces dernières années, les relations entre ces deux nations auront été marquées par des tentatives iraniennes d'influencer les décisions de Riyad. Téhéran envoie régulièrement des signaux clairs à l'Arabie saoudite, notamment, lors de la conférence d'Annapolis en novembre 2007 quand le président Ahmadinejad demanda au roi Abdullah de ne pas participer aux pourparlers. Lors du pèlerinage de la Mecque de 2007, Ahmadinejad a marqué l'histoire puisque c'est la première fois qu'un chef d'Etat iranien se rendait dans la ville sainte<sup>67</sup>. L'activité la plus notoire de la diplomatie saoudienne avec Téhéran s'est matérialisée grâce à l'acceptation de la Ligue arabe d'intégrer l'Iran dans son organisation sous le statut d'observateur.

En outre, le couple Téhéran-Riyad s'est fortifié à partir du moment où il a décidé d'œuvrer de concert afin de stabiliser la crise libanaise en 2007 où les tensions entre chiïtes et sunnites avaient atteint des sommets.

On le voit, l'Arabie saoudite se profile comme un tampon dans la région mais sert également les intérêts américains dans le clivage sunnites et chiïtes. En effet, ces dernières années, les Américains<sup>68</sup> ont considéré que les Saoudiens forment un bloc permettant de polariser les nations sunnites (Jordanie et Egypte) et d'aider les groupes sunnites dans des nations dites mixtes (comme le Liban).

A côté de ces visions américaines, les Saoudiens ont bien compris l'importance de relations renouvelées avec Téhéran puisque de nombreux accords économiques ont été signés depuis l'accession au pouvoir de l'intégriste Ahmadinejad. Ces accords prévoient notamment la possibilité pour les banques saoudiennes d'ouvrir des succursales en Iran et inversement. Depuis la prise en considération des Saoudiens qu'ils ne sont plus que de simples fournisseurs de pétrole aux Américains, Riyad a développé une diplomatie économique prudente avec son voisin iranien.

Cette relation bilatérale nouvelle ne peut masquer les écueils du passé. Comme nous allons le voir infra, les deux nations moyen-orientales se sont historiquement opposées. Au Liban, les Saoudiens ont des liens décennaux avec la famille de l'ancien Premier ministre Hariri et ont investi des sommes colossales dans la reconstruction de Beyrouth.

Signalons enfin le discours, le 3 mars dernier, du prince Saoud Al-Fayçal appelant les pays arabes à l'union face au « *défi iranien* », à l'ouverture d'une réunion des ministres arabes des Affaires étrangères au Caire. Le ministre des Affaires étrangères du Royaume déclara : « *Afin de consacrer la réconciliation arabe, nous avons besoin d'une vision commune sur les questions relatives à la sécurité arabe et afin de faire face au défi iranien* ». Cette sortie du ministre saoudien apparaît clairement être le signal d'une relance du discours sur la menace perse à l'heure où, aux Etats-Unis, la nouvelle administration Obama n'a pas encore décidé de son plan d'action vis-à-vis de l'Iran.

---

<sup>67</sup> Sur invitation du Roi saoudien.

<sup>68</sup> Sous l'administration Bush Jr.

## **b. Le casus belli de Jeddah**

En août 1987, des heurts sont survenus devant la grande Mosquée de la Mecque à l'occasion du pèlerinage annuel auquel participent des millions de musulmans. Ces heurts ont impliqué des pèlerins iraniens qui manifestaient pour proclamer l'imam Khomeiny (guide la révolution iranienne) comme chef spirituel de tous les musulmans. L'Iran a donc procédé à l'envoi de « faux pèlerins » destinés à troubler le pèlerinage. Les manifestants iraniens répondaient à un plan de Téhéran qui prévoyait, notamment, la destruction de certains édifices de la Mecque. Au final, les affrontements entre Iraniens et forces de l'ordre saoudiennes ont fait 402 morts et 649 blessés<sup>69</sup>. Quelques jours plus tard, l'Ambassade d'Arabie saoudite a été mise à sac et 4 fonctionnaires diplomatiques ont été enlevés sous le regard passif des forces de l'ordre iraniennes. S'ensuivit une confrontation politique entre les deux nations où l'imam Khomeiny estima que la dynastie saoudienne était incapable d'assurer la garde des lieux saints. Ces paroles remettent très clairement en cause la fonction du roi Fahd qui, en octobre 1986, a demandé que son titre de majesté soit désormais remplacé par celui de « serviteur des deux lieux saints » : la Mecque et Médine<sup>70</sup>.

Les réactions arabes au carnage de la Mecque ne se firent pas attendre puisque le président égyptien Moubarak affirma tout son soutien aux autorités royales saoudiennes dans la protection des lieux saints islamiques. En Jordanie et au Koweït, le roi Hussein et les émirats condamnèrent vigoureusement l'attitude iranienne. Au Maroc, le Roi Hassan II se déclara préoccupé alors qu'en Tunisie, la presse s'en prit à l'hérésie iranienne<sup>71</sup>.

## **c. Naissance du Hezbollah du Hijaz**

Une branche saoudienne du Hezbollah, connue sous le nom Al Hijaz, est active dans différentes nations comme le Liban, le Koweït et le Bahreïn. Ce groupement a été formé dans des camps iraniens et libanais et est considéré comme une organisation terroriste par les autorités saoudiennes et américaines. En 1996, les activistes d'Al Hijaz ont participé à l'attaque des tours Khobar où 19 militaires américains furent tués.

La crise libanaise de 2006 aura permis au Hezbollah saoudien de revenir sur le devant de la scène avec la publication d'un communiqué incendiaire dénonçant les déclarations des traîtres Al-Saoud<sup>72</sup>. Il s'agit évidemment d'une réponse directe à la condamnation par le régime saoudien des conséquences désastreuses de l'aventurisme du Hezbollah libanais et de ses soutiens étrangers, référence à peine voilée à la Syrie et surtout à l'Iran.

Le Hezbollah Hijaz détient une base populaire réduite, dépourvue de vision politique claire, lui laissant uniquement le terrorisme comme outil de propagande grâce au soutien iranien. Dans ce sens, le groupuscule ne s'est pas inscrit dans le processus de réconciliation entre Al-Saoud et islamistes et prouve, à nouveau, que l'Iran dispose d'instruments disséminés partout afin de frapper des intérêts occidentaux dans des zones cruciales. En effet, le groupe Hijaz est implanté principalement dans la province orientale de l'Arabie saoudite qui est stratégiquement sensible et où la plupart des ressources pétrolières du royaume sont concentrées.

---

<sup>69</sup> AFP, « *Le plan des manifestants iraniens de la Mecque* », le 4 août 1987.

<sup>70</sup> Pierre Taillefer, « *La confrontation entre l'Arabie saoudite et l'Iran prend un tour politique* », AFP, le 4 août 1987.

<sup>71</sup> AFP, « *Alliés et adversaires de l'Iran* », le 2 août 1987.

<sup>72</sup> Laurence Louër, « *La mouvance Hezbollah, une internationale liée à l'Iran* », publication électronique [http://www.telos-eu.com/fr/article/la\\_mouvance\\_hezbollah\\_une\\_internationale\\_liee\\_a](http://www.telos-eu.com/fr/article/la_mouvance_hezbollah_une_internationale_liee_a)

## 4. L'exemple de la Jordanie

### a. Les préoccupations du roi Abdallah II face à l'émergence du « croissant chiite »

Si l'avènement de l'entrisme iranien a eu et continuera d'avoir d'énormes conséquences en Irak, il en a également pour la Jordanie qui se sent désormais elle aussi menacée par les efforts de la République islamique pour propager l'influence chiite. En décembre 2004, le *Washington Post*<sup>73</sup> publie une interview du roi Adballah II, au cours de laquelle le souverain déclare être préoccupé par l'émergence d'un « croissant chiite » et explique que l'évolution pro-iranienne en Irak aura des conséquences sur la géopolitique régionale. Selon le souverain, les modifications des rapports de forces politiques entre les chiïtes et les sunnites pourraient se traduire : « *par des nouveaux problèmes qui ne seraient pas limités aux frontières de l'Irak* »<sup>74</sup>.

Peu après l'assassinat de Rafic Hariri, le 14 février 2005, le roi se déclare à nouveau préoccupé par l'avènement de l'Iran dans la région. A Washington où il rencontre des représentants de la communauté juive américaine, il déclare : « [le Hezbollah, la Syrie et l'Iran] *encouragent les attaques terroristes contre Israël afin de divertir l'attention du monde des événements au Liban* »<sup>75</sup>.

Pourtant, le souverain tente à plusieurs reprises d'appeler à un règlement négocié du conflit entre l'Iran et l'Occident au sujet de son programme nucléaire controversé.

En janvier 2006, lors d'un entretien avec le ministre iranien des Affaires étrangères, le roi s'est expliqué sur les raisons de cet appel. Il a déclaré qu'un recours à la force aurait de graves répercussions sur la stabilité et la sécurité de la région. Le souverain a-t-il le choix ? Le régime jordanien qui se sent menacé par l'expansionnisme des mollahs pense-t-il pouvoir contrer l'avancée iranienne sur son royaume en reconnaissant au régime islamique le droit à développer l'énergie nucléaire ?

Quoiqu'il en soit, la stabilité du royaume est, quant à elle, mise à mal, notamment lorsque des roquettes Katioucha de type 107 fabriquées en Iran sont saisies dans une cache d'armes du Hamas en Jordanie ou encore lors du démantèlement d'une filière de recrutement de Palestiniens islamistes qui se rendaient en Iran et en Syrie, via la Jordanie, pour y recevoir un entraînement militaire.

## 5. L'exemple de l'Egypte

### a. Les craintes du président Hosni Moubarak face à la montée en puissance du « croissant chiite »

Le souverain hachémite n'est pas le seul dirigeant à s'inquiéter de l'influence iranienne sur les différentes communautés chiïtes des pays arabes. A plusieurs reprises, le président égyptien Hosni Moubarak attirera l'attention des Américains et de l'opinion publique sur les dangers de l'entrisme iranien. En mars 2006, il attire l'attention des Américains sur une éventuelle attaque contre la République iranienne. Celle-ci, selon lui, risquerait d'envenimer un peu plus encore une situation déjà bien difficile : « *L'Iran aide généreusement les Chiïtes de tous les pays et ces gens seront prêts à tout si l'Iran est attaqué* »<sup>76</sup>. A l'instar du souverain jordanien,

---

<sup>73</sup> Washington Post, le 8 décembre 2004.

<sup>74</sup> Ididem.

<sup>75</sup> David Rigoulet-Roze, « *Géopolitique ethno-confessionnelle du Moyen-Orient* », Diploweb, septembre 2007.

<sup>76</sup> Gerard-François Dumont, « *L'Iran et le "croissant chiite" : mythes, réalités et prospective* », Revue Géostratégiques, n°18, janvier 2008.

le rais égyptien réitère à plusieurs reprises ses propos, notamment dans un entretien accordé à la chaîne *al-Arabiya* au cours duquel il fustige l'interventionnisme iranien.

En décembre 2007, la visite en Egypte du patron du Conseil suprême de sécurité national iranien, M. Larijani, avait comme objectif officiel de « réchauffer » les relations entre les deux pays. Une visite non officielle, « privée et familiale », qui a suscité une opposition acharnée notamment du parti au pouvoir, le PNB, dirigé par le fils d'Hosni Moubarak. Ce dernier considère en effet qu'un rapprochement avec la République islamique ne servirait pas les intérêts égyptiens et risquerait d'autre part de dégrader les relations avec les Etats-Unis et l'Union européenne. Et, si des rencontres ont pourtant eu lieu durant la visite de l'envoyé iranien, celles-ci n'ont abouti à rien.

Aux côtés de ces craintes, l'Egypte a décidé de relancer un programme nucléaire militaire (abandonné il y a plus de 20 ans) afin d'intégrer le groupe de pays dotés de l'énergie nucléaire. Le président égyptien Moubarak a déclaré que son pays considère qu'il doit demeurer un pays nucléaire pacifique, et sa décision a reçu le soutien de Washington et des pays arabes sunnites. Les bouleversements régionaux récents expliquent peut-être le revirement de Washington. Si l'Iran persiste dans son programme nucléaire, il lui faudra compter avec le potentiel nucléaire des pays arabes sunnites. Après avoir soutenu « l'exception » israélienne, la Maison-Blanche pourrait privilégier un Moyen-Orient muni de plusieurs pôles « dissuasifs »<sup>77</sup>. Le programme nucléaire du Caire ne verrait le jour qu'en 2020 mais pourrait modifier les équilibres géopolitiques intra-arabes. Les Egyptiens détiennent les moyens humains pour mener à bien ce projet et l'Arabie saoudite et les pays du Golfe semblent prêts à payer une partie de l'addition afin que les faits deviennent réalité.

## **b. Le Hezbollah implanté en Egypte**

Si le terrorisme en Egypte n'est évidemment pas chose nouvelle, l'implantation du Hezbollah sur le sol égyptien est relativement récente. En avril dernier, les services de sécurité démantelaient un réseau du Hezbollah qui, selon le journal *Al-Ahram*, aurait commencé ses activités en 2007 lorsque Sami Shihab, un Libanais originaire de la banlieue chiite de Beyrouth, s'est installé en Egypte avec un faux passeport. C'est son arrestation en novembre 2008 qui a mené au démantèlement du réseau. Celui-ci, d'après plusieurs médias égyptiens et arabes, aurait acheminé armes et argent pour le Hamas par l'intermédiaire des tunnels de contrebandes près de Rafah (poste frontière entre Gaza et l'Egypte). Mais le réseau planifiait également des attaques terroristes au Caire et au Sinaï, notamment contre des sites fréquentés par les touristes israéliens.

La réponse de l'Egypte face à cette affaire ne s'est pas fait attendre, les médias et la classe politique ont fustigé l'ingérence iranienne dans les affaires égyptiennes. Hosni Moubarak, après avoir promis à son homologue libanais lors d'une conversation téléphonique que les responsables seraient traduits en justice, a déclaré : « *Nous ne permettrons à personne de nuire à la souveraineté égyptienne ou de menacer sa stabilité* »<sup>78</sup>. Le chef de la diplomatie iranienne au Caire a, quant à lui, été convoqué en signe de protestation suite aux : « *ingérences de Téhéran dans les affaires internes du pays* ».

En ce qui concerne le chef des services de renseignement égyptiens, Omar Suleiman, il a rendu visite au roi Abdallah d'Arabie saoudite afin de l'entretenir à propos des activités subversives de l'Iran et de son bras armé non seulement en Egypte mais également dans bon nombre de pays du Moyen-Orient.

---

<sup>77</sup> Cécile Hennion, « *Face à Téhéran, Washington et les pays arabes sunnites soutiennent le nucléaire égyptien* », *Le Monde*, Dimanche 25 mars 2007, p.9.

<sup>78</sup> Muhit, le 13 avril 2009.

Dans cette affaire, l'Iran a gardé un relatif « profil bas » dans les médias. Téhéran a nié l'implication du Hezbollah en expliquant que ce dernier était impliqué dans le soutien à la cause palestinienne et que l'Égypte et les pays arabes répandaient une fausse propagande à propos du mouvement chiite pro-iranien. Ali Larijani, le président du Parlement iranien, a déclaré que : « *Les gouvernements [égyptien et des pays arabes] sont accusés de collaboration avec Israël durant sa guerre dans la bande de Gaza. Ils répandent une propagande afin de restaurer leur statut* »<sup>79</sup>.

Pourtant le leader du Hezbollah, lui-même, a reconnu l'implication de son organisation terroriste dans la contrebande d'armes et de miliciens de l'Égypte vers Gaza durant la récente opération « Cast lead ». Hassan Nasrallah a cependant démenti que le Hezbollah était impliqué dans la planification d'attentats terroristes en Égypte.

## 6. L'exemple des pays du Golfe

Juste après son accession au pouvoir, l'ayatollah Khomeiny déclara son intention de répandre la Révolution islamique à travers tout le Moyen-Orient. Ce sont les États du Golfe persique qui furent les premiers visés et l'exemple du coup d'État au Bahreïn n'en est que l'exemple le plus patent. En effet, en 1981, des militants du Front islamique de libération du Bahreïn ayant des liens avec l'Iran tentèrent un coup d'État qui fut déjoué par les services de sécurité. Cet exemple démontre la volonté subversive de l'Iran dans la région et la cassure entre chiites et sunnites. D'autres actions subversives, comme le détournement du vol *Koweït airlines* entre Bangkok et Koweït city en 1988, de l'œuvre de militants chiites, n'ont pas apaisé les relations de l'Iran avec ses voisins du Golfe.

Bien avant ces événements, en 1971, l'armée du Shah prend le contrôle d'Abou-Moussa et des îlots de la grande et petite Tomb, près du détroit d'Ormuz, après le départ des forces britanniques du Golfe et quelques jours après la déclaration d'indépendance des Emirats Arabes Unis. L'Iran a toujours rejeté les prétentions des Emirats sur ces petits territoires. L'île d'Abou-Moussa (12 km<sup>2</sup>) est située à peu près à égale distance de l'Iran et des Emirats. Sa position stratégique et ses réserves supposées de pétrole en font un enjeu important. Abu-Dhabi reproche à Téhéran d'avoir remis en cause en 1992 le statu quo qui prévalait jusqu'alors en renforçant sa présence militaire sur l'île. En 2002, lors du Sommet de la Ligue arabe à Beyrouth, la question de la souveraineté sur ces territoires est définitivement tranchée par une résolution votée à l'unanimité par les États participants.

Cela est révélateur de l'inquiétude grandissante des six monarchies arabes du Golfe face à l'influence grandissante de la région. A tel point que les pays ont décidé, en septembre 2008, de se tourner vers d'autres puissances régionales afin de faire contrepoids à Téhéran. Un accord visant à renforcer la coopération dans les domaines politique, militaire et économique a d'ailleurs été signé entre le Conseil de Coopération du Golfe (CCG)<sup>80</sup> et la Turquie. Ce mémorandum d'accord – qualifié de partenariat stratégique par cheikh Hamad Al Thani, chef de la diplomatie du Qatar – a été signé en présence du chef de la diplomatie turque Ali Babacan. Lors de cette rencontre, le représentant du CCG et le représentant turc se sont longuement entretenus sur l'ouverture par l'Iran de deux bureaux administratifs sur l'île d'Abou-Moussa. La démarche iranienne alimente un différend vieux de plusieurs décennies et est considérée par les Emirats arabes unis comme une violation d'un accord sur une administration conjointe de ce territoire.

Les pays du Golfe, majoritairement sunnites et alliés traditionnels des États-Unis, s'inquiètent de l'influence grandissante de l'Iran chiite dans la région. La perspective d'un voisin pouvant disposer, à long terme, d'une capacité nucléaire militaire les préoccupe aussi. Le pire cauchemar serait que les pressions américaines provoquent un embrasement régional

---

<sup>79</sup> Al-Jazeera TV, le 13 avril 2009.

<sup>80</sup> Le CCG regroupe les 6 monarchies du Golfe : Arabie saoudite, Koweït, Emirats arabes unis, Qatar, Bahreïn, Oman.

incontrôlable dont ils seraient les premiers à supporter les conséquences<sup>81</sup>. Voici pourquoi, l'ouverture au dialogue de la nouvelle administration Obama envers l'Iran ne peut que rassurer les nations du Golfe persique.

L'attitude de Téhéran vis-à-vis de ces nations est assez ambiguë et les paroles d'anciens diplomates iraniens alimentent ces soupçons. En effet, l'ancien ambassadeur d'Iran aux Emirats arabes unis, Adel Al-Assidi, qui vit actuellement en Suède sous le statut de réfugié politique, affirme que Téhéran entretiendrait un vaste réseau d'agents dans les six pétromonarchies arabes du Golfe. Ces agents sont prêts à déstabiliser les nations à tout moment et font partie des *Gardiens de la révolution*, milice proche des conservateurs et de l'actuel président iranien<sup>82</sup>.

## **VI. Quelles perspectives pour le Croissant chiite et pour le monde arabe sous l'influence iranienne ?**

### **1. D'un pan-chiisme à un pan-islamisme ?**

La révolution iranienne a réveillé le chiisme resté en léthargie de nombreux siècles. Aujourd'hui, nous l'avons vu au long de ce rapport, l'Iran continue de renforcer sa position allant jusqu'à faire craindre à certains pays arabes non plus l'émergence mais le renforcement durable de cette « prospérité chiite ».

Malgré les différences entre le sunnisme et le chiisme, les autorités religieuses de Téhéran ont redoublé d'efforts afin de développer le rapprochement inter-islamique. De l'autorisation donnée aux fidèles chiites à prier derrière des imams sunnites, en passant par la crise des caricatures de Mahomet ou le soutien à la cause palestinienne, les dirigeants iraniens favorisent cette convergence inter-islamique au travers de thèmes fédérateurs tels que l'anti-impérialisme ou l'antisémitisme. Et, force est de constater que dans de nombreux dossiers, cette « diplomatie pan-islamique » – pour reprendre l'expression de Pierre Pahlavi<sup>83</sup> – a fort bien fonctionné au sein du monde sunnite.

C'est notamment ce qui pousse les pays arabes modérés à la plus grande prudence car la vocation originelle de l'islam révolutionnaire est d'entraîner dans son sillage les différentes communautés chiites dans : « *une révolution dont la perspective serait l'islamisation générale du monde et le triomphe de la vérité chiite* »<sup>84</sup>. Cette volonté d'exportation, bien qu'utopiste en définitive malgré quelques succès, est toujours considérée comme une menace.

Le pan-chiisme reste un objectif difficile car les 140 millions de croyants chiites ne constituent pas un ensemble homogène avec lequel on peut opérer facilement. Quelques succès de la politique étrangère iranienne dans le croissant chiite sont certes incontestables mais ils sont insuffisants pour véritablement fédérer l'ensemble des populations. D'autre part, bon nombre d'Etats arabes ont redoublé d'efforts pour « intégrer » les populations chiites. Au Bahreïn notamment où les leaders chiites – après s'être exilés dans les années 90 suite aux affrontements avec les autorités – sont rentrés au pays et ont entamé un dialogue avec le pouvoir qui leur a permis d'obtenir des contreparties économiques et politiques. L'Arabie saoudite a, quant à elle, mis en place un dialogue national – en vue de réformer le

---

<sup>81</sup> Delphine Minoui, « les monarchies du Golfe prônent la prudence avec Téhéran », Le Figaro, mercredi 16 janvier 2008, Paris, p.4

<sup>82</sup> Farah Stockman, « *Subversion : des agents dormants* », Courrier International, jeudi 25 septembre 2008, Paris, p.8

<sup>83</sup> Pierre Pahlavi, op. cit.

<sup>84</sup> Thierry Dufour, « *L'influence de l'Iran au travers du chiisme – Mode opératoire, succès et limites de la politique pro-chiite iranienne* », [www.diploweb.com](http://www.diploweb.com), octobre 2006.

royaume – auquel ont été invités les chiites. L’émirat du Qatar a, pour sa part, décidé d’octroyer des droits spécifiques à la minorité chiite.

L’Irak incarne un défi considérable pour l’Iran car il a les capacités de prendre le leadership du monde chiite. C’est bel et bien parce que les autorités de Téhéran sont conscientes de ce risque qu’elles redoublent d’efforts pour maintenir l’Irak sous contrôle. Nous l’avons souligné dans le chapitre consacré à l’Irak, les principaux lieux saints du chiisme sont localisés en Irak et tous les imams reconnus par les chiites sont arabes. Khomeiny lui-même résida durant plus d’une décennie (1965-1978) dans la ville sainte de Nadjaf en Irak d’où il prépara la révolution.

Pourtant, les ambitions iraniennes s’inscrivent bien au-delà du croissant chiite ou même du monde musulman. En effet, ces dernières années, l’Iran s’est montré particulièrement actif dans le renforcement de ses relations politiques, économiques et militaires avec bons nombres d’Etats sur l’ensemble de la planète.

## **2. Au-delà des frontières de l’islam ?**

Au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, l’Iran a toujours tenté de conserver des relations avec la Chine et la Russie ; avec la Chine, nous pourrions définir la relation d’alliance inachevée alors qu’avec la Russie, elle se définirait comme une entente opportuniste<sup>85</sup>.

### **a. Alliance inachevée avec la Chine**

Durant la décennie 90, les relations militaires entre l’Iran et la Chine ont atteint des sommets que seuls les relations bilatérales sino-pakistanaïses et nord-coréennes ont dépassé de peu. Historiquement, c’est surtout durant le conflit Iran-Irak que Pékin a fourni du matériel militaire à Téhéran. Ces ventes ont dégringolé à la fin de la guerre pour revenir récemment à des sommets. Les Chinois ont toujours désiré garder des relations avec l’Iran, voyant l’influence prépondérante des Etats-Unis et de la Russie sur le reste des autres nations pétrolières de la région.

Un autre enjeu caractérise les relations bilatérales : les routes énergétiques. La prise de conscience des dirigeants chinois est récente, puisqu’elle remonte à 2003, lorsque les Américains sont entrés en Irak, acquérant la capacité de contrôler les ressources énergétiques irakiennes, ce qui s’ajoutait à leur présence en Afghanistan, près des ressources de la mer Caspienne et de l’Asie centrale, sans parler de la péninsule arabique. La Chine a donc tenté de sanctuariser ses liens avec l’Iran<sup>86</sup>.

Le rapprochement sino-iranien montre pourtant ses limites. Des exemples emblématiques comme l’absence du président iranien à l’ouverture des Jeux Olympiques de Pékin en 2008 démontrent que l’alliance n’est pas optimale. En outre, l’échec de la demande de Téhéran d’intégrer l’Organisation de Coopération de Shanghai ne fait que confirmer notre analyse. On le constate donc, Téhéran et Pékin retirent des bénéfices de leurs relations, surtout l’Iran qui peut compter sur le droit de veto chinois au Conseil de Sécurité lui permettant un appui précieux face à Washington. Les relations bilatérales sont amenées à se développer tout en gardant une certaine limite dont le couple est amplement conscient.

---

<sup>85</sup> Collectif, « L’Iran réel », revue française de géopolitique, Ellipses, p.192

<sup>86</sup> François-Régis Dabas, « *Iran-Chine : une alliance inachevée* », in « L’Iran réel », Revue française de géopolitique, Ellipses, p.107

## **b. Une entente opportuniste avec la Russie**

Historiquement, les Iraniens ont bénéficié de matériel militaire russe, a fortiori, durant le conflit Iran-Irak. Les relations, durant les années 90 ont continué à s'amplifier bien que la Russie ait mené, début de la décennie 80, une guerre contre les musulmans en Afghanistan et, plus récemment, contre les musulmans tchéchènes. En d'autres termes, les Iraniens appliquent une sorte de *realpolitik*, pour parfaire leurs intérêts aux dépens d'une idéologie.

Avec la chute de l'Empire soviétique, l'Iran a continué à nourrir ses relations avec Moscou. Cette attitude a toujours été conditionnée par la volonté bilatérale d'amenuiser l'influence américaine dans la région. L'Iran désira même augmenter son influence dans le Caucase du Sud. L'Iran et la Russie post-soviétique ont toujours noué des relations harmonieuses à tous les niveaux surtout en fonction de leur vision commune d'un monde multipolaire. D'un point de vue économique, les échanges commerciaux sont passés de 600 millions de dollars au milieu des années 90 à 2 milliards en 2004<sup>87</sup>.

L'avenir des relations bilatérales sera conditionné par la gestion iranienne du dossier nucléaire. Ce dernier n'étant pas réglé, Téhéran ne peut s'attendre à un soutien russe indéfectible.

## **VII. Conclusions**

L'Iran demeure une énigme. A la fois régime révolutionnaire, la République islamique entend se positionner sur l'échiquier mondial comme une puissance régionale incontournable. L'Iran est et restera la nation chiite prééminente, son action visant à asseoir sa position dominante sur le croissant chiite se maintiendra et se renforcera probablement encore. En effet, un rapide coup d'œil sur l'évolution de la situation au Liban et en Irak suffit à nous convaincre que Téhéran n'a pas fini d'influencer cette zone, ni sa course pour infiltrer les pays arabes modérés.

Le renouveau du chiisme et les succès politiques remportés par l'Iran ces dernières années ont de quoi inquiéter. D'autant qu'il est probable que Téhéran continuera d'entretenir le « trouble » et l'incompréhension, de susciter crainte et fascination, afin d'atteindre son but ultime : promouvoir l'islam révolutionnaire. A cette fin, c'est bel et bien une politique « multidirectionnelle » que Téhéran a mis en place afin d'atteindre ses objectifs et pour briser l'isolement qui le mine.

Dans ce contexte, la « politique arabe » de Téhéran apparaît tout à la fois comme un outil destiné à promouvoir sa vision de l'islam mais aussi comme un choix tactique lui permettant, en cas de crise grave avec la communauté internationale – par exemple, autour de son programme nucléaire – de disposer des moyens de déstabiliser l'ensemble du Moyen-Orient et de l'Afrique du nord, en vue de transformer un problème précis et limité en une crise régionale majeure qui paralyserait les grandes puissances comme le Conseil de Sécurité de l'ONU et les empêcherait de réagir de manière appropriée.

**Copyright© ESISC 2009**

---

<sup>87</sup> Jonathan Piron, « *Iran-Russie, une entente opportuniste* » in « L'Iran réel », Revue française de géopolitique, Ellipses, p.113